nº 766 - 4 F
DU 14 AU 20 DEC. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

FINANCE SOCIALISTS SOC



électriciens, gaziers, usagers: comment dialoguer?

flash

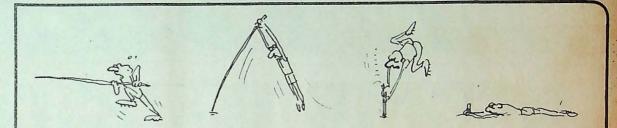
On annonce la naissance prochaine de quatre enfants PSU dans la région parisienne. Un congrès extraordinaire en a décidé. « Les sections sont réunies sur la base des départements. Elles décident de leur constitution en fédérations » et... « élisent des directions fédérales provisoires ». L'aboutissement du processus est prévu au bout de quatre à six mois : « Durant cette période, les fédérations constituées pourront décider de leur autonomie matérielle ou pourrait continuer de bénéficier des structures de la coordination régionale ». « Une coordination régionale est mise en place dès aujourd'hui composée d'un représentant au moins de fédération, un responsable financier régional, un représentant de l'équipe fédérale sortante et de la permanente actuelle. »



Tribune socialiste : campagne d'abonnements 78

La campagne d'abonnements 78 de *Tribune socialiste* est commencée. Son aspect est ambitieux: 2 000 abonnements! Ambitieux, mais à la mesure de nos besoins. Car, en dépit de la réduction substantielle des coûts de fabrication, *TS*, sans le soutien actif de ses lecteurs, ne peut vivre et se développer. Or, de l'avis général — le courrier en témoigne amplement —, votre hebdomadaire a subi des améliorations qui font l'unanimité. Ce n'est qu'un début: d'autres améliorations sont à l'étude. Mais, pour ce faire, il est urgent que chacun de vous prenne en charge la vie financière du journal. Multiplier les abonnements est le meilleur moyen de donner à la trésorerie de *Tribune* une vitalité qui lui permettra de faire face aux échéances. Pour mener à bien la campagne, un dépliant de présentation a été édité, ainsi qu'une affichette.

Passez vos commandes à *Tribune Socialiste*, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



Etats généraux « sport et autogestion »

Le sport apparait comme la continuation de la politique par d'autres moyens: chauvinismes et nationalismes exacerbés, sélection d'élites au détriment d'une pratique de masse, compétition et rendement, canalisation des masses. S'opposer à toute conception productiviste des activités physiques et notamment « sportives », refuser un système libéral ou étatique visant à la seule production de champions d'Etat ou de marque, tel devrait être le combat du courant autogestionnaire. Pour redéfinir les conditions d'une pratique différente, éducateurs pratiquants, profs, élus, se rencontreront les 7 et 8 janvier à Nîmes aux états généraux « Sport et autogestion ». Pour tous renseignements, inscriptions : commission Sport - PSU, 9, rue Borromée 75015 - PARIS.

Grèves roumaines

Le 8 février dernier, une lettre ouverte de l'écrivain Paul Goma adressée aux signataires de l'Acte Final d'Helsinki et à la conférence de Belgrade circule en Roumanie; le 31 mars elle compte plus de deux cents signataires; le 4 avril, Paul Goma est arrêté pour être libéré le 6 mai. Il se réfugie en France.

Mais son initiative a eu une portée exceptionnelle; parmi les signataires, une majorité de travailleurs et d'ouvriers. Car le mécontentement gronde. Les 1er, 2 et 3 août derniers 35 000 mineurs de la vallée du Jiu, berceau de toutes les luttes ouvrières et révolutionnaires en Roumanie, occupent le carreau de la mine de Lupeni. Leurs revendications portent sur 17 points allant du ravitaillement au régime des retraites, en passant par le logement et le système des primes. Répression : les délégués des mineurs sont arrêtés, plus de 4 000 travailleurs licenciés, de nombreuses personnes éloignées de la région et assignées à résidence. Pourtant le mouvement reprend bientôt : plus de 2 000 hommes de troupe patrouilleraient dans la vallée depuis le début de novembre où de nouvelles grèves ont éclaté, entraînant des dizaines de milliers de travailleurs. Ce mouvement a du reste été

précédé en septembre par ceux des ouvriers du textile de Brasov, et d'une importante usine métallurgique de la région de Bucarest.

Pour mener sa politique d'indépendance dans le COMECON, qui se double d'ailleurs, à l'intérieur, d'une politique d'oppression des nationalités minoritaires en Moldavie et en Transylvanie,, Ceauescu compte sur ses échanges avec les pays occidentaux. Echanges fort inégaux, car il leur livre de la main d'œuvre à bas prix, contre une aide de plus en plus problématique.

S'il rencontre l'approbation partielle d'anciennes couches paysannes ou petites bourgeoises qui lui restent de toutes façons aliénées par sa politique anti-religieuse, il n'a pas su améliorer les conditions d'existence des ouvriers censés être le soutien naturel du régime; aujourd'hui les effets d'une gestion économique déplorable s'ajoutent à ceux de la crise mondiale. Les efforts de Ceauescu pour se créer une place sur l'échiquier diplomatique, grâce à ses bons offices au Moyen-Orient ne réussiront pas longtemps à dissimuler la détresse réelle d'une grande partie de la population du pays, ni son hostilité.

J.B.

61.



calendrier politique



- Vendredi 16 décembre (Sartrouville): le comité local antinucléaire vous invite à la projection d'un montage audio-visuel L'énergie nucléaire, c'est quoi?, suivie d'un débat. Au centre culturel de Sartrouville (en face de la gare) à 21 h.
- Vendredi 16 décembre (Bondy): réunion pour une candidature Front autogestionnaire. A l'initiative du PSU, de militants écologistes et du cadre de vie, de syndicalistes. Au centre Allende, rue Gâtine à Bondy et à 21 h.
- Vendredi 16 décembre (Paris): Centre populaire de formation socialiste: conclusion du cycle « économie » par Y. Barou et A. Granou à 19 h au CREFA. 78 A. rue de Sèvres. Paris 7°, M° Duroc.
- Samedi 17 décembre (Parly II): carnaval anti-Noël au centre commercial de Parly II en

réaction au caractère commercial et gaspilleur des fêtes de fin d'année. Organisé par le groupe écologique de la région versaillaise (GERV, 58, av. de Paris, Versailles). Le rendez-vous est fixé à 14 h devant le Prisunic.

- Samedi 17 et dimanche 18 (Paris): week-end du groupe Forêt, bois et papier du PSU, au 9, rue Borromée. Pour tous renseignements: commission agricole du PSU, même adresse, 566 45 37.
- Dimanche 18 décembre (La Rochelle): états généraux pour l'autogestion socialiste de 10 h à 17 h. Animation culturelle et travail social; luttes du cadre de vie ; école et formation; militantisme et vie familiale. Tout cela à Pytré par Jean Macé.
- Mardi 20 décembre (Lyon): pour protester contre la venue de 40 ingénieurs sud-africains dans la région lyonnaise, un meeting

d'information est organisé à 20 h 30, salle Saint-Hélène, rue Saint-Hélène à Lyon. Avec la participation d'un chercheur du Centre de recherche et d'information sur l'Afrique australe et d'un syndicaliste sud-africain de la Sactou. Cette soirée est organisée par la campagne anti-outspan.

o Mardi 20 décembre (Aulnay-

sous-Bois): gala du PSU et de *Tribune socialiste* avec Guy Bedos à 21 h salle P. Scohy, rue A. France (derrière l'église du Vieux pays): librairie, stands PSU, du Front autogestionnaire, du collectif antinucléaire de Blanc-Mesnil. Billets en vente au tarif anti-inflation (15 F) dans les librairies d'Aulnay, de Blanc-Mesnil et de ses environs.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le lundi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette! (C'est plus vrai que jamais!).

le RER: merveilleux!

D'abord, ce RER est construit à Paris, ce qui permet d'en faire rêver tous les Français. Dans le fin fond de la Bretagne et de l'Auvergne on nous envie, on bave et on se sent fiers que la France se soit payé un pareil truc. Une fois de plus on est les meilleurs ; en Algérie, au Maroc, au Sénégal, les petits enfants vont bientôt flipper en écoutant les papas et les cousins dér ire cette merveille où ils ont pu circuler pendant plusieurs annues sans être interpelés par la police. Cette dernière n'étant arrivée sur place que vendredi, juste après l'inauguration.

Ensuite le RER a un avantage considérable à faire valoir aux yeux des ploucs : il est situé tout à côté du Cer Beaubourg. On peut y aller, en quelques secondes, en sortan 'une exposition, après la visite d'une galerie du coin ou après la causerie d'un nouveau philosophe. C'est génial d'avoir installé ce truc-là tout près d'un musée inventé par Pompidou : ça va merveilleusement avec...

La décoration est absolument folle : du grès, du grès, encore du grès, avec plein de carreaux de couleurs, de sièges de chez Mourgues et de chez Knoll (1). Tout cela met la moindre des petites robes de fin d'après-midi en valeur : le moindre chiffon prend des tons très chaud ; et avec des bottes fauves et des jeans on a l'impression de descendre dans une grande salle de bain. Quelle classe ce Giscard!

Avec un peu d'imagination et de goût, on se sent furieusement et totalement design dès qu'on a fait dix mètres.

Pour les gosses, c'est extraordinaire : ils ont bien plus de place qu'au Trocadéro ou dans la rue de Passy pour faire du skate ; pour remonter, ils ont même prévu des escaliers mécaniques bordés de pubs très chouettes. On ne sait plus quoi faire pour les enfants.

Ce nouveau ventre de Paris a une classe folle : et avec toutes

les petites lumières, les portillons avec lesquels nous nous sommes amusés comme des fous, les distributeurs automatiques, les panneaux lumineux, on se croirait vraiment dans le métro.

Pour l'animation, c'est une réussite : RTL fait un peu vulgaire, mais pour le reste, c'est extraordinaire. Des dessinateurs, des musiciens, des troupes de théâtre, des bonimenteurs de foire et du champagne, c'est vraiment la grande fête de l'espace, le défoulement, le psychodrame qui, pour être collectif, ne débouche quand même pas sur le n'importe quoi débraillé.

En un mot, c'est gai et de bon goût. On voudrait pouvoir y venir plusieurs fois par semaine, séjourner longuement dans ces longs couloirs organés ou mordorés. Et puis il y a le nom: *Châtelet* pour le côté grand spectacle, clinquant, mise en scène somptueuse et *Halles* pour la petite note populaire.

En un mot comme en cent : le RER-Châtelet-Halles, c'est la fête perpétuelle, le monument de notre siècle où l'on a envie de revenir souvent se délasser.

Ils sont désormais un millier — j'exagère à peine — à vanter ainsi le RER qu'ils ont découvert jeudi dernier en répondant à l'invitation de Giscard et du maire de Paris. Désormais ils pourront en parler dans les dîners en ville, meubler les conversations aux entractes, combler les silences après le barbecue du week-end et donner un peu de piquant aux longues soirées de Castel ou de Régine. Ils « y » étaient tous : pour la première et la dernière fois de sa vie, le Tout-Paris est descendu dans le métro.

Eux, ils se sont bien amusés.

C.-M. VADROT

(1) Pour plus de précisions voir les pubs de l'Express et du Nouvel Obs

courrier des lecteurs





DEBAT DEFENSE : DECEVANT

Le débat sur la défense que vous avez publié récemment (TS nº 760) était une excellente initiative ; il m'a finalement déçu. Autant l'avouer franchement, je n'en ai pas retiré grand chose. On peut noter un décalage de langage complet entre les deux thèses en présence. D'un côté les propositions du MAN sont claires, compréhensibles pour tout le monde. De l'autre, les « théoriciens » du PSU s'envolent dans des analyses qui laissent le militant de base pantois. Certes, il y a accord, c'est bien un minimum, pour affirmer que défense populaire et nucléaire sont incompatibles. A part cela on apprend que les idées du MAN sont « très généreuses mais irréalistes » (le ton est, pour le moins désagréable!). En ce qui me concerne, je pense aussi que les propositions non violentes ne sont pas satisfaisantes et que la référence constante pour les appuyer à la Tchécoslovaquie de 68 est plutôt douteuse. Mais quelles sont donc nos propositions à nous ? [...]

D. THEVENT

En espérant que le second débat, publié par TS nº 765 comble bien des vœux...

INSEE : DANS LE SENS DES INTERETS PATRONAUX :

TS a publié dans le numéro 754 une mise au point relative à un article du mois de mars, mise au point signée du directeur de l'INSEE, E. Malinvaud, et portant sur les indices des prix et du chômage. L'auteur de l'article nous écrit à son tour.

Nous contestions l'honnêteté de la pra-

(1) Cocher la case correspondante.

tique du lissage, c'est-à-dire de l'étalement sur une période de 12 mois des fluctuations mensuelles souvent brutales des « produits frais ». Si nous avons pu commettre une erreur en signalant que cette procédure avait été introduite récemment (alors qu'elle a été mise au point en 1957), l'appréciation quant au fond reste la même. L'indice de ces produits ne prend pas en compte immédiatement ce que les travailleurs déboursent, eux, immédiatement, car on ne leur fait pas crédit pendant douze mois. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de prendre d'autre exemple que celui de M. Malinvaud: « ainsi de décembre 1976 à janvier 1977, les légumes ont augmenté de 18 % et l'indice lissé relatif aux légumes de 4,3 % ». Autrement dit, on n'est « remboursé » de la différence (excusez du peu!) qu'à travers l'indice des mois suivants. Il ne sert à rien d'ajouter : « mais de janvier à février, les légumes baissaient de 3 % tandis que leur indice continuait à augmenter de 3 % » car ce qui a été payé en janvier l'a bel et bien été.

« Au service d'une classe »

L'intersyndicale CGT - CFDT de l'INSEE dans une étude qui fit un certain bruit en 1974 (« L'indice des prix est-il truqué? ») écrivait : « (...) l'INSEE vous traite comme si vous étiez une entreprise idéale. Vous faites des stocks (de produits frais?) qui vous permettent d'étaler les variations : vous n'achetez à crédit que si vous avez intéret à le faire (...) Les conventions posées dans le calcul de l'indice sont celles des entrepreneurs et ne correspondent pas à la situation des travailleurs. L'indice, comme beaucoup d'autres statistiques, va de fait dans le sens des intérêts patronaux. Bien sur le fait d'étaler sur douze mois une hausse brutale sur un produit frais change peu la mesure de la hausse des prix sur une longue période.

Mais c'est bien au moment où la hausse a lieu que le travailleur en ressent les conséquences et c'est dès ce moment qu'il a besoin de voir son salaire augmenter pour que son pouvoir d'achat ne baisse pas (...) »

A propos du chiffrage du chômage (1) M. Malinvaud prétend s'appuyer lui aussi sur la définition fournie par le Bureau internation du travail. Un peu d'histoire; c'est en 1954 que fut adoptée la formule BIT, proche de ce qu'était la pratique des employeurs aux Etats-Unis partant à la recherche de personnel (disponibilité, désir). Cette définition n'a jamais été appliquée en France. Par contre, la CGT (ce sont ses chiffres que nous avons publiés) s'est largement inspirée d'elle lors de l'élaboration de son indice. L'INSEE, elle, continue d'apprécier le nombre de chômeurs selon une vision plus statique, type recensement, où le « besoin » et le « désir » de travailler sont moins clairement formulés.

Certes, l'INSEE utilise les statistiques de l'Agence pour l'emploi et se conforme au règles européennes (Marché commun oblige), mais, par exemple, elle n'inclut pas dans ses calculs les bénéficiaires de la Garantie de ressources, ni les bénéficiaires de l'Allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (soit une différence de plus de cent mille personnes à fin septembre).

Certes, chacun peut « estimer » les déclarations des « sans travail » à sa propre aune. Pour notre part, nous serions assez prêts à admettre que le patronat américain s'y entend très bien en matière d'enquête de motivation. Pour une fois que nous rendons hommage au diable [...]

M. CAMOUIS

(1) La CGT, appliquant le coeficient de 1,28 arrive, pour septembre et suivant la formule BIT au chiffre de 1 608 037 chômeurs. Le Ministère du travail et l'INSEE n'en recensent que l'175 000.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mile
NOMPrénom
Adresse
Profession
Code postal Ville
S'abonne pour 1 an □ 6 mois □ (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs: 1 an: 130 F; 6 mois: 70 F; soutien: 200 F

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent Rédacteur en chef : José Sanchez Rédacteur en chef adjoint : Claude Deslhiat

Où va la France ?: L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel.
 Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.
 Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé Maquette et collaboration technique : Max Pagis Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique » 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction: 566.45.64 et 566.45.37 poste 096 Administration et publicité: 566.45.37 Numéro de la commission paritaire: 50 392 Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression : Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque 38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

Changement d'adresse Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

sommaire
Où va la France ? Le test
par G. Petiot
Front autogestionnaire ou ne pas être spectateur par JM. Demaldent et P. Golletp 7
Justice Les poisons de l'anti-terrorisme par M. Etienne
Social Rien ne va plus à EDFp 9 Grève SNCF: le service public en question par C. Collin
Tribune libre
CSF: un syndicalisme social-familial unitaire et puissant
par JC. Jacquet
tion par JF. Thoraval p 12
Nucléaire Ils refusent le Val de l'atome par R. Picq
Ingénieurs indésirables par M. Morin
Forum de l'autogestion Sartrouville: traditions en péril par P. Garrigues
Et pourtant elle tourne La crise portugaise
par K. Van Meter
mesures, propos recueillis par Y. Sparfel p 18-19
Les armes de la critique L'école pour rien

Les armes de la critique
L'école, pour rien
par J. Sanchez p 20-21
« Marxiste et chrétien »,
propos recueillis par B. Rochebrune p 21
Théâtre : une minette qui revient de loin
par D. Nores p 22
Cinéma : l'œuf du serpent : raté !
par F. Gastellierp 22
Télé : mélanges
par Ph. Mariéliep 23
Marti, homme de la différence
par B. Blanc p 24

CDIFORIAL

le test?

Par Geneviève PETIOT



Le 1^{er} décembre et ses suites (EDF, SNCF, pour le moment) auront eu une double valeur de test.

Chez les travailleurs, tout d'abord, la grève nationale a révélé dans la mobilisation l'écart entre le secteur public et le secteur privé. Pourtant la baisse du pouvoir d'achat, les licenciements et le chômage, la tentative par le capitalisme d'utiliser la crise pour restructurer à ses fins l'économie, pèsent lourd, dans toutes les régions, sur l'ensemble des

travailleurs. Le climat politique avec la désunion de la gauche, les brutales désillusions sur le Programme commun de gouvernement et les manques stratégiques révélés du même coup, alors que s'applique le plan Barre, ont également joué un rôle important, et explique la différence entre le 24 mai et le 1er décembre.

Après aussi la rentrée au travail des ateliers Renault — qui n'ont pas joué cette fois leur rôle de détonateur —, c'est en s'appuyant sur les points forts dans le secteur nationalisé et en avançant des revendications hétérogènes que les deux centrales CGT et CFDT ont décidé de relancer les luttes sociales d'ampleur nationale.

Le patronat et le gouvernement face à cette situation ont lancé une contreoffensive d'envergure, révélatrice de leurs intentions et de leurs capacités face aux échéances sociales et politiques proches: le matraquage systématique par les médias pour sensibiliser et mobiliser contre les grévistes, l'application des consignes du CNPF, en particulier dans les petites entreprises, là où précisément la syndicalisation est plus difficile, qui ont permis (dans le nord par exemple) l'occupation par les travailleurs, patron en tête, de centrales EDF.

Cette tentative de « contre-mobilisation » (qui peut rappeler certains « mouvements » d'avant le putsch chilien) a même été jugée suffisante par le gouvernement pour lancer, en fin de semaine dernière, de graves menaces de limitation du droit de grève dans le secteur public, et de réquisition des travailleurs. Ballon d'essai? Hésitations? Les négociations ont semblé pouvoir puis ne plus pouvoir s'engager à l'EDF... N'oublions pas la spectaculaire relance, assassinats compris, de la campagne raciste contre les travailleurs immigrés...

Seule une riposte unitaire peut faire reculer une telle offensive : riposte unitaire des grévistes et des « usagers », ce qui suppose l'information par les travailleurs auprès des « usagers » et la recherche d'actions communes déterminées collectivement sur des objectifs unifiés ; riposte unitaire aussi des organisations du mouvement ouvrier et populaire contre les menaces gouvernementales et patronales.

Au-delà de cette réponse immédiate et unitaire, s'impose aussi la nécessité, pour l'ensemble des travailleurs, de reconstruire l'unité et de se donner des perspectives claires et globales : à partir des problèmes et des luttes vécues directement (emploi, conditions de travail et finalités de la production, remise en cause de la hiérarchie, revendications régionales et nationalitaires...), lier les perspectives électorales (non seulement battre la droite, mais faire d'une victoire électorale une victoire des travailleurs), la mobilisation sociale et l'intervention sur le plan institutionnel, se donner les moyens de « Vivre, produire et travailler autrement. »

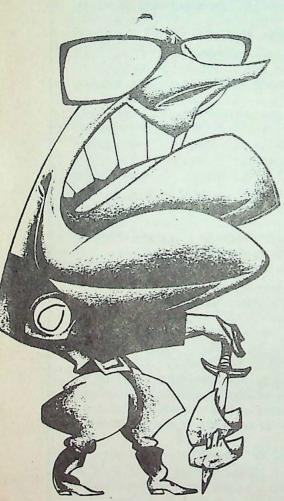
où va la trance ?

l'éternel retour

Retour en arrière : après les municipales, la question était de savoir ce que la gauche unie ferait de sa victoire. Aujourd'hui, on se demande, comme au bon vieux temps des défaites « encourageantes » de 1973 et 1974, si la droite, tous comptes faits, peut être battue. Quand c'est fini, ca recommence...

Raymond Aron aurait-il raison, en écrivant cette semaine dans l'Express: «La grande illusion de la gauche unie au pouvoir s'est dissipée; la majorité ne suscite guère d'espérance »?

La droite est minoritaire, en termes de suffrages potentiels. Elle a les plus grandes



Si les chiraquiens dominent..

Solo. 50 dessins Solidarité. MJC Théâtre des 2 portes Fédération régionale des MJC. Région parisienne.

chances de le rester, malgré les manipulations de la campagne électorale par les mass media qu'elle contrôle et l'intervention finale du président de la République, qui peuvent encore l'aider à limiter les dégâts. Sa politique est rejetée par une majorité de Français, que la crise économique angoisse quand elle ne les atteint pas directement.

Grâce au système électoral qu'elle a construit, elle peut encore espérer l'emporter en termes de mandats parlementaires, renvoyant la gauche, ébranlée par ses divisions et sa défaite, vers l'éternel horizon de ses improbables succès futurs. Il faut envisager cette possibilité avec lucidité. La méthode Coué n'a jamais été une arme politique.

En polarisant leur attention sur les intentions subtiles de Giscard d'Estaing, sur les « combinazioni » infinies qu'ouvrait la rupture entre le PCF et le PS, sur le fameux piège du centre-gauche, bon nombre de commentateurs, y compris dans nos rangs, en sont arrivés à oublier l'esentiel : l'arithmétique électorale. A cet égard, deux constatations s'imposent.

PS: aussi mal parti que le PCF

Première constatation : les divisions entre partis de gauche affectent toute la gauche, et pas seulement l'une de ses composantes. La dynamique unitaire avait un triple effet : augmentation de l'audience globale de la gauche, cohésion croissante de son électorat en termes de report des votes entre partis et forte attraction exercée sur l'électorat le moins assuré de la majorité. Ce sont ces deux derniers facteurs de progression qui ont été le plus atteints par la crise interne de la gauche. Si c'est au PCF que l'affaiblissement de la discipline de vote, entre les deux tours, risque de coûter le plus, le tassement de l'influence générale de la gauche et de son attraction sur un électorat flottant... fraîchement acquis, handicapent d'abord le PS. « L'irrésistible ascension » socialiste était largement liée à son alliance avec le PCF, qui rendait crédible la gauche en tant que coalition gouvernementale, et non pas simple rassemblement des mécontents.

La droite, pas le centre!

Deuxième constatation — une lapalissade: si la gauche perd, c'est la droite qui

gagne. La droite, et pas le centre! Pour beaucoup, une Assemblée où la majorité sortante serait reconduite avec une faible marge, créerait une situation inextricable; une telle situation empêcherait la création d'un gouvernement stable, et rendrait inévitable, à court terme, la recherche d'un compromis au centre-gauche. Rien n'est moins sûr. S'obnubiler sur la nécessité, pour la bourgeoisie, de rechercher une alliance avec la social-démocratie, c'est oublier qu'une telle solution n'a toujours été pour elle qu'un pis-aller, un moyen de limiter les dégâts dans une situation qu'elle ne contrôle plus. C'est oublier que la bourgeoisie pourra utiliser le choc dévastateur produit à gauche par la défaite et la division, pour retrouver rapidement la plénitude de sa domination politique, au moyen de nouvelles élections législatives dont l'issue ne ferait guère de

C'est oublier enfin que, si la gauche est battue, c'est la droite, la vraie droite qui aura en mains les cartes maîtresses. Malgré l'usure du pouvoir, malgré son image répulsive, le courant chiraquien dominera la coalition de droite. Il pourra ressaisir les commandes et le contrôle de l'Etat qu'il a été contraint de céder aux « intérimaires » giscardiens et centristes. On sait ce qu'il en fera. On sait qu'il développera une politique d'austérité économique où les concessions plus larges faites à la petite et moyenne bourgeoisie s'accompagneront de charges encore plus pesantes pour les travailleurs. On sait que la répression politique, sociale et idéologique sera encore plus lourde, les libertés plus réduites, que l'appareil d'Etat sera remis en ordre. On sait ce qu'il en adviendra du «libre usage» des droits démocratiques, dans la Fonction publique, par exemple... La bourgeoisie fera payer le prix fort pour ses angoisses passées.

Pour un nouvel accord

Si l'on veut éviter cela, l'attentisme est plus que jamais à rejetter. Il faut redresser les erreurs commises par l'analyse et par l'action.

Ce n'est pas faire preuve d'un unitarisme bêlant et hors de saison que d'affirmer aujourd'hui la nécessité, pour tous les partis de gauche, de rechercher un pacte d'accord préservant les chances de victoire.

Il s'agit pour la gauche de substituer l'attaque résolue contre la droite aux polémiques internes, de ne plus laisser planer de menaces grotesques sur le désistement au deuxième tour. Il s'agit d'entraîner dans le combat commun, dans le camp de la gauche, tous ceux qui, comme les écologistes, ne trouvent plus, dans cette gauche disloquée, de capacité de réponse à leurs préoccupations.

Il s'agit enfin, il s'agit surtout, d'enrayer toute possibilité de démobilisation des travailleurs en s'appuyant d'abord sur leurs revendications et leurs aspirations, en relançant ainsi une dynamique unitaire.

François TURQUAN

direction politique nationale: le Front autogestionnaire... ou ne pas être spectateur

Pour un regroupement qui ne soit pas simplement conjoncturel et électoral. Pour préparer les lendemains de mars 78

La DPN a été l'occasion de faire le point sur la constitution du Front autogestionnaire — écologie, droits des femmes, socialisme. A l'évidence cette initiative connaît un grand succès : d'ores et déjà, le Front est en bonne voie dans environ 250 circonscriptions. Rappelons qu'en 1973 il y avait eu un peu plus de 200 candidats autogestionnaires.

Dans l'Essonne, des militants syndicaux, écologistes ou d'organisations populaires, de groupes femmes, militants politiques du PSU ou inorganisés, ont lancé un appel. Ils constatent que les luttes issues de mai 68 ont une expression politique souvent marginale et que les perspectives des partis de gauche « ne pouvaient pas prendre en compte ces nouvelles aspirations ». Ils affirment que « acteurs sur le champ social, nous refusons d'être des spectateurs de la scène politique ». Aussi appellent-ils « au rassemblement de tous ceux qui se réfèrent à l'autogestion, à l'écologie, à la lutte des femmes et des minorités, à tous ceux qui veulent vivre, travailler, produire autrement ».

Initiatives tous azimuts

De tels appels de militants ont été lancés à bien des endroits: Val-de-Marne, Loire-Alpes-de-Hautes-Provence, Atlantique, Lyon... Ailleurs, un appel conjoint PSU-MAN (Nancy) ou PSU-MAN-groupes écologistes (Yonne-Doubs, par exemple) est à l'origine du Front. Parfois c'est le PSU qui a pris l'initiative de rassembler des militants et des organisations autogestionnaires, féministes, écologiques (Yvelines, Val-d'Oise, Vienne, Vaucluse, Vendée, Haute-Savoie, Pyrénées-Orientales...). Ici, ce sont des organisations autogestionnaires et écologiques qui prennent contact avec le PSU: Là, c'est à partir des convergences autogestionnaires que s'impulsent des candidatures (Dordogne, Toulouse, Alpes-Maritimes).

Le Front rassemble des forces variées. On y retrouve le PSU et le MAN. Très souvent les écologistes en sont partie prenante, qu'ils appartiennent à des comités antinucléaires, d'environnement ou aux Amis de la Terre. C'est le cas dans l'Ain, la Loire, le Rhône, la Haute-Savoie, le Doubs, la Vienne, les Charentes, la Nièvre, l'Yonne, le Puy-de-Dôme, la Seine-Maritime, les Hautes-Pyrénées, etc... Souvent le Front se constitue sur

une base nationalitaire: en Alsace, en Bretagne, en Catalogne. Parfois le Planning familial est présent (Var), ou des groupes femmes (Gironde), ou des organisations du cadre de vie, ou le MDPL (Le Havre, Montpellier). Enfin, l'extrême gauche demande à participer dans quelques circonscriptions.

Bientôt, un appel national

A partir d'une plate-forme d'appel, des collectifs autogestionnaires se constituent pour animer la campagne, souvent autour d'un journal qui peut être un moyen souple de débats et de propositions. C'est la condition pour que le regroupement ne soit pas simplement conjoncturel et électoral, mais prépare les lendemains de mars 78 et le développement du courant autogestionnaire.

Prochainement, un appel national lancera le Front autogestionnaire et permettra la coordination des expériences locales.

La DPN insiste sur la volonté qu'un candidat sur deux au moins soit une femme. Elle a constaté la possibilité de rapprochement entre les écologistes et le Front



Une autre musique électorale pour d'autres lendemains

autogestionnaire qui permettra de donner toute sa dimension politique aux luttes antinucléaires et écologistes.

Etre « acteur »

Alors, oui, comme dit l'appel de l'Essonne, les autogestionnaires ne seront plus « spectateurs de la scène politique ». Etre « acteur » sur la « scène politique », cela ne veut pas dire prendre notre place dans le pugilat auquel se livrent PCF et PS, les uns contre les autres. Notre ambition est de faire en sorte que le courant autogestionnaire prenne sa place dans le combat contre la droite qui devrait être l'objectif commun de toutes les forces de gauche, même si chacune développe sa propre stratégie. L'apparition sur le plan électoral d'un Front autogestionnaire n'exclut pas la recherche permanente de l'unité d'action de toutes les forces ouvrières et populaires. Au contraire. Cette démarche s'inscrit dans la perspective du rassemblement des forces autogestionnaires qui constitue, avec celle de l'unité d'action, les conditions complémentaires de la stratégie du PSU de développement de l'unité populaire.

C'est avec inquiétude que la Direction politique nationale du PSU a pris connaissance des récents développements de la polémique entre les partis de gauche. Plus que jamais, en même temps qu'il travaille pour faire avancer la constitution d'un Front autogestionnaire, le PSU doit promouvoir à tous les niveaux des rencontres pour l'unité et rechercher l'unité d'action contre la politique d'austérité de la bourgeoisie. C'est nécessaire pour battre la droite. La perspective d'une défaite électorale de la droite suppose des débats très larges et fraternels sur les perspectives alternatives que les forces de gauche pourraient mettre en œuvre. Le PSU s'y est employé et s'y emploiera. Après avoir rencontré notamment la CFDT, la CGT, la FEN et le PCF, le PSU a réitéré ses propositions de discussion avec le PS dans une récente adresse. Le PSU s'efforcera de faire prévaloir cette logique afin qu'elle l'emporte sur les déchaînements polémiques qui tiennent aujourd'hui le devant de la

Pascal GOLLET et
Jean-Marie DEMALDENT

les poisons de l'anti-terrorisme

Spectaculaire ou anodine, la « lutte contre le terrorisme » contient en germe de redoutables effets

Le président de la République est préoccupé par la montée du terrorisme. Tellement préoccupé qu'il ne se passe plus de semaines sans que soient prises des initiatives spectaculaires ou anodines en cette matière.

Le spectaculaire, ce fut hier l'extradition de Klaus Croissant. L'anodin, c'est aujourd'hui le renforcement par le secrétariat général de la Défense nationale, à la demande du gouvernement, « des moyens d'investigation et d'appréciation des menaces qui peuvent affecter la sécurité générale du territoire. » L'anodin, c'est aussi et surtout une immense accumulation de faits routiniers, quotidiens qui trop souvent s'opposent au droit, le précèdent avant de le devenir.

Il y a très exactement un an était fustigée dans ces mêmes colonnes (cf. TS nº 721) l'esquisse d'une véritable internationale de « l'anti-terrorisme » par le biais de l'éventuelle ratification, par le Parlement français, d'une convention européenne contre le terrorisme. Les temps n'étaient alors point mûrs pour l'adoption d'un tel texte.

De même qu'ils ne l'étaient pas pour que le Parlement, saisi par un député connu pour sa haine du Syndicat de la magistrature, M. Gerbet, d'une proposition de loi « visant à renforcer l'obligation de réserve des magistrats », ôtât à ceux-ci toute possibilité d'expression collective.

De même enfin que les textes préparés par le gouvernement « pour mieux assurer la sécurité des Français » firent long feu. Le seul à avoir franchi l'étape du Parlement, celui relatif aux fouilles de véhicules, fut déclaré inconstitutionnel par le Conseil constitutionnel au début de cette année. L'alibi de la sécurité avait été inopérant. Le gouvernement n'avait pas désarmé pour autant. Il a depuis découvert les vertus du « terrorisme ».

Détournements

Il est vrai qu'il y est trop souvent encouragé par des autorités (de police ou judiciaires) qui lui permettent d'aboutir, en fait, aux résultats que lui interdit la stricte application du droit. Les exemples sont si nombreux de ces détournements que le commun des mortels n'y prête plus attention. C'est ainsi qu'il s'est habitué à être interpellé dans la rue et le métro, à présenter une pièce d'identité alors qu'aucun texte ne l'y oblige, à ouvrir son coffre sans réticence à l'occasion d'épisodiques (mais parfaitement illégales) opérations « coup de poing ».

Faut-il s'étonner de comportements aussi arbitraires qu'intolérables quand ceux-ci sont « couverts » par l'autorité judiciaire.



gardienne en principe et en vertu de l'article 66 de la Constitution, des libertés individuelles? Quand les jeunes magistrats en formation à l'Ecole nationale de la magistrature peuvent lire, dans un document dont les auteurs sont à la fois magistrats et professeurs, que l'arrêt, rendu en janvier 1977 par le Conseil constitutionnel au sujet du texte de loi « autorisant la visite des véhicules », a été rédigé de telle manière « qu'il nous conduise à donner le droit de fouille, non seulement aux officiers de police judiciaire mais aux agents de police judiciaire »? (1) En d'autres termes, si le Conseil constitutionnel avait craché dans une baignoire, le résultat eût été similaire.

Trop de magistrats éprouvent le besoin de légitimer par n'importe quel moyens, au besoin en tortillant les textes dans tous les sens, des pratiques aujourd'hui illégales. En principe illégales. Mais tellement courantes que les tribunaux oublient de les sanctionner quand un plaideur excentrique a l'audace de les soumettre à son appréciation.

Crier dans le désert

Et il en va ainsi en matière de vérifications d'identité. De jeunes magistrats s'émeuvent-ils de la multiplication des détentions arbitraires (interpellations, vérifications, contrôle d'identité...), qu'on oublie de diffuser leurs analyses au sein du corps judiciaire! Elles sont trop en contradiction avec les travaux de leurs maîtres (2). Ceux-ci ont l'autorité que confère la pratique routinière. Ceux-là ont la liberté de se taire ou de crier dans le désert leur souci de veiller à la protection des libertés. Y veiller en sanctionnant les illégalités dont ils auraient connaissance, dussent-elles mettre en cause des hommes puissants et des pratiques habituelles.

Crier dans le désert, c'est la triste impression qui m'étreint quand j'examine l'année écoulée en la matière. La gauche a fait de brillantes analyses et propositions au Parlement dans le cadre de la discussion d'une nouvelle « charte des libertés ». Le problème est, qu'aujourd'hui, il convient peut-être moins de définir de nouvelles libertés que de mieux garantir celles qui existent déjà.

Gouvernement liberticide

Pendant ce temps, le gouvernement occupe le terrain, s'interroge et dispose, agit dans le secret des cabinets, proposera demain de nouveaux textes liberticides.

Hier, il usait jusqu'à la corde la notion de sécurité. Aujourd'hui, il utilise celle du terrorisme. La semaine dernière, le président de la République proposait à ses collègues de l'Europe des Neuf la définition d'un nouvel espace judiciaire. Aujourd'hui, il continue de tisser sans bruit, c'est-à-dire avec une efficacité dont on risque de mesurer les redoutables effets dans des temps rapprochés, la toile d'une nouvelle « démocratie » calquée sur le modèle allemand

C'est ainsi qu'une refonte de la législation d'exception est à l'étude qui distinguerait l'« état exceptionnel » de « l'état exceptionnel renforcé » et se substituerait à l'arsenal déjà impressionnant de « l'état de siège » et de « l'état d'urgence ». L'armée y tiendrait un rôle accru en cas de « menace de subversion intérieure généralisée » (3).

La gauche comprendra-t-elle que les libertés sont sérieusement menacées tant qu'il lui est encore possible de le dire? La mobilisation tardive après l'extradition de K. Croissant semble indiquer le contraire. Tant fut disproportionnée sa réaction face à la gravité de la forfaiture gouvernementale. Il importe de redresser la barre. Nous nous y emploierons, pour notre part, dans les semaines à venir.

Michel ETIENNE

^{(1) «} Contrôle juridictionnel des atteintes à la liberté » par Jean Brousse et Lucien Remplon, Publication de l'ENM.

^{(2) «} Le magistrat et les libertés individuelles ». Brochure réalisée par des élèves magistrats (3) ef l'article de Jacques Isnard dans Le Monde du 14 décembre 1977.

rien ne va plus à EDF

La grève à EDF se poursuit. Giscard a tenté, ce weekend, une intimidation. Réunis lundi avec la direction, les organisations syndicales CGT et CFDT ont estimé qu'une certaine ouverture avait été faite pour la négociation du 16 décembre et ont suspendu leur ordre de grève pour mercredi. Mais ce souci de ne pas gêner les usagers n'entame en rien la résolution des grévistes...

Rien ne va plus pour les 130 000 agents d'EDF-GDF. L'ordre de grève de la CFDT et la CGT (représentant 75 % du personnel) a été massivement suivi lors de la journée interprofessionnelle du 1^{er} décembre. Mais, pour l'immense majorité des agents, les grèves épisodiques de 24 heures ne suffisent pas à faire céder la direction. Par des mouvements de grèves régionaux du 2 au 8 décembre puis des débrayages nationaux du 12 au 16 décembre allant d'une heure à la matinée (le 16 décembre date de la réunion syndicats-direction), ils veulent montrer qu'ils s'engagent avec détermination dans une action d'envergure.

Les trompettes anti-grève

Du côté de la direction et du pouvoir, tout est mis en œuvre pour discréditer la grève. Le 2 décembre, les cadres de la direction opèrent une déconnection du réseau international afin de couper au maximum les abonnés domestiques. Les medias, avec une palme d'honneur à la télévision, embouchent les trompettes anti-grève : si rien ne marche, c'est la faute des grévistes d'EGF. Le complot anti-grève est préparé. Avant le ler décembre, les organisations patronales ont déjà envoyé à leurs adhérents des modèles de lettres à adresser aux directions locales de l'EGF pour refuser de payer leurs factures si le courant est coupé.

Pourtant les contacts qu'ont les grévistes avec les travailleurs et la population lors des distributions de tracts prouvent que cette grève, même si elle touche les abonnés, n'est pas impopulaire. Les usagers jusqu'à présent font contre mauvaise fortune bonne grâce. Il reste que la façon dont est menée la



lutte ne tire pas assez les leçons de l'expérience passée. Les contacts avec les organisations populaires et les partis de gauche afin d'informer massivement les usagers et de leur expliquer les objectifs et les contraintes du mouvement auraient dû déjà être pris. Raison de plus pour mettre les bouchées doubles aujourd'hui afin de faire face à la redoutable offensive du pouvoir qui cherche à dresser les travailleurs contre ceux de l'EDF dont les problèmes ne sont pourtant pas très différents des leurs.

A EGF, 17 % des agents gagnent moins de 2 500 F, 65 % moins de 3 000 F. Et pourtant aux dires de la Vie électrique (1) les affaires sont bonnes. Depuis 1945, les ventes d'électricité se sont accrues de 800 %. Les effectifs, eux, n'ont augmenté que de 35 %. En 1976, Gaz de France n'a quasiment pas embauché. Des secteurs entiers de l'activité d'EDF-GDF sont confiés au privé. Le choix du tout-électrique tout nucléaire a accéléré le bradage. Pourtant, depuis longtemps, à la direction de la distribution (les 2/3 des agents EGF), de nombreuses études et réalisations d'extension du réseau électricité et gaz sont confiés au privé. Cela permet aux directions des établissements de ne plus renouveler les équipes travaux EGF très combatives et de ne pas compenser les départs en retraite.

Face au démantèlement de l'entreprise, les problèmes salariaux ont permis l'unité entre les deux principaux syndicats d'EGF. En novembre 1969, après une grève très dure, les électriciens et gaziers avaient obtenu du gouvernement Chaban-Delmas un accord salarial qui répercutait globalement, chaque année, sur les salaires, la hausse des prix et les gains de productivité de l'entreprise. En s'abritant derrière un accord d'austérité signé par FO, les cadres de l'UNCM (qui viennent d'entrer à la CGC) et la CFTC — qui représentent ensemble à peine 25 % du personnel — la direction conduite par M. Marcel Boiteux voudrait imposer une diminution de 1,5 % du pouvoir d'achat. C'est pourquoi les revendications de la CFDT et la CGT portent sur : une augmentation générale de 200 F par mois ; aucun salaire inférieur à 2 500 F ; une refonte de la grille des salaires. Comme le souligne la Fédération Générale de l'Energie CFDT, cette augmentation de 200 F mensuels correspondrait, pour une année, à 330 millions de francs. Or les tarifs préférentiels accordés aux gros industriels les plus influents coûtent un milliard de francs à EGF soit trois fois plus.

Un test pour le secteur public

Mais les travailleurs se heurtent a l'intransigeance du gouvernement Barre et de la direction générale de l'établissement. Pour le pouvoir, céder sur EGF signifierait une brèche dans la politique d'austérité, surtout sur le front de la fonction publique et des entreprises nationalisées. C'est pour cette raison que R. Barre entend briser le mouvement et l'isoler.

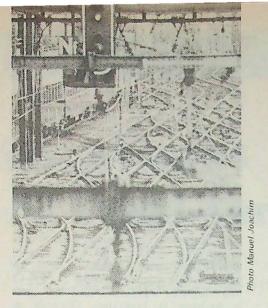
La réelle combativité des électriciens et gaziers doit donc être soutenue par tous les travailleurs. Les débrayages de la SNCF renforcent opportunément cette lutte contre l'austérité. Malgré les déclarations d'André Henry, secrétaire général de la FEN et membre du PS, essayant de discréditer, comme FO à l'EGF, le mouvement de grève, il faut faire en sorte que celui-ci ne reste pas sans écho dans la fonction publique et chez l'ensemble des travailleurs, victimes du plan Barre.

Secteur EDF du PSU

(1) Journal distribué gratuitement tous les deux mois aux agents pour vanter les mérites de la maison — numéro de novembre-décembre 1977.

A la DPN...

La Direction politique nationale du PSU, rèunie les 10 et 11 décembre a exprimé son soutien aux mouvements de grève des agents d'EDF et de la SNCF contre la politique d'austérité, les licenciements, la répression patronales en ces termes : «Le patronat et le gouvernement ont préparé un complot contre les libertés syndicales (délestage sauvage fait par la direction EDF, pressions des organisations patronales, campagne de presse contre les grévistes). Le PSU prend contact avec les organisations syndicales et populaires, les partis de gauche afin d'envisager une campagne de soutien et d'explication de la grève d'EDF auprès de tous les usagers et de tous les travailleurs.



grève SNCF : le service public en question

La conduite à agent seul est un risque. Pour les cheminots. Et pour les voyageurs.

Reçus en audience après le dépôt d'un préavis de grêve du jeudi 8 (20 h) au lundi 12 (6 h), les fédérations CGT, CFDT, FO. CFTC ont exigé le retrait de la consigne générale relative à l'équipement des trains à un agent seul. Devant le refus du directeur du personnel de revenir sur une mesure qui entraînerait la suppression de 10 000 emplois, les roulants, agents d'accompagnement, contrôleurs ont riposté d'une façon majoritaire et unitaire.

De nombreux agents de la Fédération autonome (qui n'avait pas appelé à la grève) ont eux aussi débrayé marquant ainsi leur solidarité avec l'ensemble des personnels concernés. Il est vrai que le risque d'aggravation des conditions de sécurité et de travail qu'entraînerait la décision directoriale sensibilise tous les « roulants ».

Le bilan du mouvement est donc très largement positif puisque - selon la direction de la SNCF — le trafic a été assuré à moins de 40 % avec quelques modulations suivant les régions. Ceci veut dire que les consignes syndicales ont encore été plus largement suivies qu'il n'était prévu

Les raisons d'une grève

Périodiquement, mais d'une manière qui se précise ces derniers mois, il est question d'une restructuration de la SNCF. Les trois scénarios possible ont eté portés à la connaissance du personnel (sauf au collège « exécution » — n'y comprendrait-il rien ?) En fait, d'après les cadres CGT, une « quatrième variante, véritable plan de démantèlement du service public que représente la SNCF, a déjà été décidée au plan ministériel. Elle se situe dans une optique de réduction de l'outil ferroviaire afin de dégager encore plus l'Etat des obligations et des charges qui lui incombent normalement au regard des cheminots, des usagers et de la collectivité. »

La volonté gouvernementale, par hierarchie SNCF interposée, d'imposer la conduite à agent seul, correspond à ce plan de démantèlement d'un service public. Comme tous les autres corps de métier, la SNCF n'offre plus la garantie de l'emploi. Dans ce cas précis, à la réduction d'effectifs s'ajoute le risque pour les voyageurs et les trains de marchandises d'une remise en cause de la

Quelle suite sera donnée à cette grève?

Dans certains dépôts les roulants se concertent. Au niveau fédéral la CGT réunit lous ses responsables ; la CFDT devrait en faire autant. Les jours qui viennent seront decisifs pour mesurer le degré de la combativité ouvrière à la SNCF. Mais on jugera aussi la volonté du gouvernement de fouler au piede la notion de service public.

Claude COLLIN .

SAVIEM-Berliet : la restructuration en route

A Blainville-Caen, les travailleurs de la SAVIEM (camions) se mobilisent après les premiers flottements consécutifs à l'annonce de 700 licenciements déguisés en mise en retraite anticipée. Les inquiétudes nées de la restructuration du secteur (1 200 licenciements prévus chez Berliet) ont fait place aux escarmouches. Ainsi, le ler décembre, en déclarant la journée chômée la direction de la SAVIEM a tenté de couper court à la mobilisation. A Blainville son attitude a failli provoquer des affrontements physiques. Les syndicats estiment que la SA-VIEM doit remettre en route la fabrication de moteurs abandonnée de fait, sans se cacher derrrière une hypothétique division du travail (A Berliet les moteurs, à la SAVIEM les carrosseries).

Bien qu'il soit trop tard pour la mise en route d'un véritable secteur camion (conquête du marché intérieur, débouchés extérieurs), les syndicats « joueront » le jeu. La négociation d'une nouvelle convention unique qui a démarré va être difficile. La direction du nouveau groupe à capitaux nationaux entend bien utiliser les situations locales des usines les unes contre les autres pour préparer d'autres « charrettes ».

M.C.

Le projet qui a été voté par les travailleurs de LIP pour réanimer leur outil de travail est un pari extraordinaire, puisqu'il repose en partie sur la solidarité de tous

la solidarité de tous.

Nous avons au cours de ces années de lutte, bénéficié de la solidarité de beaucoup.

Nous avons su l'apporter à d'autres chaque fois que cela était nécessaire.

Pour nous le mot solidarité a un sens précis, c'est aller plus loin dans notre lutte.

Si nous avons aujourd'hui besoin de toute votre confiance ; de toute votre imagination, la réussite et l'espoir créé par LIP passe avant tout par une aide financière.

Il nous faudra des sommes importantes pour engager le processus de réanimation de l'outil. Il faut nous aider a les rassembler.

Pour le permettre nous avons avons aréa une gregoration et l'Accountent des Amie de LIP.

Pour le permettre, nous avons créé une association « l'Association des Amis de LIP ».

L'Association organisera donc la solidarité en :
éditant un bulletin d'information pour ses membres,
organisant des meetings de soutien,
proposant des objets significatifs de la lutte.



tous ceux qui veulent nous aider, de devenir membres de l'association Membre adhérent : 30 F actif : 100 F honneur : à partir de 500 F

ASSOCIATION AMIS DE LIP C.M.D.P. BESANÇON-ST CLAUDE

être membre des amis de Lip

Pour permettre à la SCOP de Lip de démarrer, une association a été créée. Qui peut " adhérer? Tout travailleur se s atant solidaire des Lip. Toute association, organisation syndicale ou parti politique. Pour populariser cette initiative l'Heure, le journal des Lip, est disponible à Besançon et au PSU, 9, rue Borromée 75015 -Paris. Envoyez vos chèques à B.P.: 961-25 022 - Besançon Cedex. Une carte vous sera retournée.

tribune libre

la CSF: un syndicalisme social-familial puissant et unitaire

Par Jean-Claude JACQUET
Secrétaire général de la Confédération
Syndicale des familles

Dès 1972, la Confédération syndicale des familles a pris en considération le Programme commun de gouvernement. En effet, la CSF a toujours considéré que les luttes sociales ne peuvent trouver un débouché durable que dans des changements politiques profonds.

Fidèle aux options fondamentales de son origine (1946), la CSF s'est toujours située dans le « camp du changement ».

Aujourd'hui, certains s'interrogent sur la nécessité d'un tel syndicalisme. Pourtant, face à l'échec total du plan « Barre », dernière bouée de sauvetage des forces de droite pour masquer, même provisoirement, la crise profonde du système économique capitaliste, l'existence et le développement de ce syndicalisme apparaît comme un élément essentiel et décisif.

En rapport avec sa nature, la CSF entend apporter ici son point de vue et sa contribution spécifique.

NATURE ET ROLE DE NOTRE SYNDICALISME SOCIAL-FAMILIAL

Héritiers des premières Associations familiales ouvrières, issues du grand combat de la libération, nous avons été, en 1959, les promoteurs d'un syndicalisme nouveau, qui assume les différents aspects de la vie sociale dans le domaine « hors production ». Ces différentes spécificités (logement, école, santé, consommation, etc) ne peuvent être isolées, morcelées, mais doivent être regroupées dans un syndicalisme cohérent et global. Les agents de ce combat syndical sont des personnes: hommes, femmes, enfants. Ils n'agissent pas uniquement en tant qu'individus isolés, mais en fonction de la réalité qu'ils vivent : le groupe familial. réalité sociologique, économique, affective, éducative.

Un choix de classe

Ce qui incite ces hommes, ces femmes, ces groupes à agir, c'est qu'ils sont exploités et aliénés. Membres de la classe ouvrière, nous sommes engagés dans la lutte des classes depuis le début de notre histoire. Ce

choix d'un syndicat de classe fonde notre action syndicale.

Un choix de masse

Défendre les intérêts des travailleurs et de



leurs familles sur le terrain « hors production », être un outil efficace entre leurs mains : c'est notre rôle.

Notre société fait tout pour isoler et individualiser les personnes. Pour la CSF, c'est dans l'action de masse et les luttes qu'elles peuvent découvrir leur solidarité de classe. Seule, l'action de masse est porteuse de prise de conscience, de syndicalisation, et ensuite de politisation.

Nous affirmons qu'un syndicalisme spécifique est nécessaire sur le terrain « hors production ». Un syndicat à deux dimensions (professionnel et social-familial) est une vue de l'esprit, car il ne pourra résoudre les contradictions internes d'intérêts, et donc d'expressions. L'une des dimensions sera subordonnée pour aller dans ce sens : l'avenir jugera.

NOTRE STRATEGIE

Vis-à-vis des organisations syndicales et politiques de gauche, notre stratégie consiste

à respecter leurs analyses, leurs choix. Nous poussons aux convergences; nous attachons, depuis toujours, le plus grand prix à l'union des forces populaires. (1) La CSF se veut ouverte à tous ceux qui se réclament du socialisme. Nous nous refusons à devenir le « champ clos » des luttes qui opposent, un peu trop artificiellement à notre sens, d'une part le courant dit « autogestionnaire », et d'autre part le courant dit « centralisateur ». Nous refusons de tels clivages, et luttons pour renforcer le courant favorable à l'existence d'un puissant syndicat de masse, diversifié, unitaire et de classe sur le terrain « hors production ».

NOTRE CONTRIBUTION A LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIETE SOCIALISTE

Nous voulons une société de responsabilité pour tous. Le socialisme devra assumer la confrontation permanente et la dialectique entre les différentes fonctions sociales : du travail, de la consommation et de l'usage, de la gestion, du capital, représentées par leurs organisations respectives (2).

Dans la société socialiste la propriété doit être collective et assumée collégialement.

Aussi, en rapport avec l'échéance prochaine des élections législatives, la CSF a estimé nécessaire de rassembler ses revendications les plus importantes et les plus urgentes. C'est l'objet du document (3) qu'elle vient de publier : global, cohérent, mobilisateur, unificateur et support de luttes sociales de grande dimension, ce programme répond aux aspirations et aux besoins quantitatifs et qualificatifs de l'immense majorité des familles de travailleurs.

Pour conclure, nous réaffirmons que dans la hiérarchie de ces revendications, nous donnons la priorité :

- à celles qui permettent aux plus écrasés de « vivre mieux » ;
- aux réformes structurelles qui accordent et garantissent des droits nouveaux aux familles et à leurs organisations, notamment en matière d'expression et de représentation des organisations d'usagers.

Ce faisant, nous ne sommes pas dupes des prétentions électoralistes des forces au pouvoir à se refaire une « virginité politique ». Le programme revendicatif de la CSF constitue un solide avertissement à leur égard, et une importante contribution au débat en cours au sein des partis de gauche, dont la CSF attend qu'ils dégagent le plus rapidement possible les bases d'un accord commun en vue de mettre fin à la politique néfaste actuelle et d'engager le pays sur la voie du véritable progrès économique, social et culturel.

⁽¹⁾ Dans cet esprit, la CSF vient de rencontrer une délégation du PSU (à sa demande) le 25 octobre dernier, échange qui s'est déroulé dans un climat de confiance réciproque.

⁽²⁾ Document: Ce qui motive et ce qui fonde le syndicalisme social-familial, à se procurer au secrétariat de la CSF.

⁽³⁾ Brochure: La CSF propose à commander aux: éditions Garibaldi, 54, bd Garibaldi, 75015 Paris, CCP: Paris 12 378 51 W: prix unitaire: 7 F.

deux ou trois choses sur la taxe d'habitation

Elle remplace depuis 1974 la contribution mobilière, rapporte plus de la moitié de la valeur de l'impôt sur le revenu (33 milliards en 1976); tout occupant d'un logement (plus de 5 millions de personnes) la paie. Mais surtout, la taxe d'habitation est un impôt injuste.

Une injustice que la CSCV a démasquée lors d'une récente conférence de presse.

• La taxe d'habitation ne tient pas compte des revenus des assujettis puisqu'elle est basée sur la qualité de la construction, le standing des immeubles et le confort des appartements. Résultats? Des personnes soumises faiblement ou pas du tout à chent les réclamations présentées aux occupants: oubli des abattements pour les enfants ou pour les personnes à charge en particulier. Du coup, en Seine-Saint-Denis par exemple, 200 000 réclamations sont en souffrance!

L'action des militants de la CSCV a mis en lumière deux des caractéristiques de



l'impôt sur le revenu sont assujetties pour des sommes importantes à la taxe d'habitation! Ainsi une veuve invalide touchant moins de 1 000 F par mois, doit payer plus de 700 F de taxe d'habitation à Paris.

 L'appréciation des éléments constituant la valeur locative cadastrale sur laquelle est fondé cet impôt est souvent arbitraire. Ainsi les militants de la CSCV du 13e ont découvert que les immeubles des grands ensembles (Olympiades, Masséna...) ont été classés dans la même catégorie que des immeubles de standing très supérieur. De même de nombreux HLM ont été classés dans la catégorie 4 alors qu'ils devraient être en catégorie 4,5 (ILN) ou 6,5 (Logeco). Il y a de plus une sous-évaluation des catégories des immeubles de luxe. Car, vous comprenez, les gens riches paient déjà beaucoup d'impôts, il faut bien que leurs appartements de standing, où ils reçoivent leurs amis, ne leur coûtent pas trop cher en taxes!

Enfin des errreurs innombrables enta-

l'impôt en France : son injustice et l'impossibilité de contrôler les éléments de sa formation — sauf à connaître par cœur la liste des imprimés aux noms poétiques (comme l'imprimé n° 1 006 ou l'imprimé H 6 675) à réclamer si on veut vérifier les calculs du fise!

Jean-François THORAVAL

1) CSCV: Confédération syndicale du cadre de vie, 28, boulevard Sébastopol 75004 Paris.

nucléaire

Ils refusent le Val de l'Atome...

Depuis deux ans et demi, la fédération PSU de la Nièvre mêne la lutte contre le projet d'implantation de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire. Réunions d'information, rassemblements, manifestations ont été organisés depuis le printemps 75. Des tracts ont été diffusés à des milliers d'exemplaires; des articles multiples dans la presse locale ou régionale ont cherché à sensibiliser et informer la population du Val de Loire.

Depuis trois mois, un Collectif antinucléaire a été mis sur pied autour d'une plateforme soulignant les risques écologiques technologiques, économiques, sociaux, politiques de la mise en place du programme électro-nucléaire du pouvoir. Ce collectif rassemble la CFDT (UD-Nièvre, unions locales de Cosnes, La Charité, Gien...), le PSU (fédérations Nièvre et Cher), les comités antinucléaires de Nevers et Bourges, le mouvement écologique pour le respect de la Loire et de son environnement, le Comité écologique du bassin de Beffes, l'association du Val de Loire pour la qualité de la vie, le groupe écologique de Châtillon-sur-Loire, la SEPANEC de Bourges, le mouvement Nature et Progrès...

Le projet d'EDF et du pouvoir cependant se précise. On en est actuellement au stade de l'enquête publique. Or, aucune véritable information préalable n'a été dispensée malgré les promesses répétées des pouvoirs publics. De plus, le dossier comporte de graves lacunes car les résultats des études météorologiques, écologiques, thermiques, socio-économiques sont incomplets, insuffisants, voire inexistants. Aussi s'agit-il d'intensifier la lutte.

C'est pourquoi une lettre de protestation est diffusée en 25 000 exemplaires dans le Val de Loire par les organisations du collectif. Elle rappelle les différentes nuisances dues à l'implantation d'une centrale nucléaire (réchauffement des eaux, formation de brouillards, passage des lignes à haute tension, diffusion de produits radioactifs...). Elle souligne la non rentabilité de la production d'énergie nucléaire également : quinze ans pour que le programme envisagé produise plus d'énergie qu'il n'en a consommé; la restructuration mondiale de l'économie et, par ce biais, le bénéfice de nouvelles sources de profits pour le capitalisme ; la dégradation des conditions de travail des ouvriers du nucléaire ; la mise en place d'un appareil de contrôle policier et militaire; les risques de prolifération des armes atomiques...

Par ailleurs, des projections du film Condamnés à réussir sont programmées sur tout un mois dans le Val de Loire sous la responsabilité de l'UD-CFDT. Une conférence de presse s'est tenue à Bourges le 8 décembre dernier; la presse régionale lui a largement fait écho. Une manifestation a eu lieu le 10 décembre avec blocage de la RN 7 entre Cosne-sur-Loire et Neuvy-sur-Loire.

A travers toutes ces actions, la prise de conscience de la population se développe. Une mobilisation de plus en plus active se met en place : contre la construction de la centrale de Belleville ; contre la transformation du Val de Loire en Val de l'atome ; contre le programme électronucléaire des pouvoirs publics.

R. PICQ

ingénieurs indésirables

Remous dans l'Isère contre le projet d'installation de quarante ingénieurs et techniciens sud-africains blancs qui doivent se former aux techniques nucléaires dans les centrales et les entreprises de la région (Pougey, Chantier de Creys-Malville, Neyrpic...).

L'affaire remonte à un mois et demi. En octobre, des contacts sont pris par le représentant de l'ESCOM (1) en France (équivalent privé d'EDF en Afrique du Sud), M. Johanes Dupleissis, avec divers organismes de loisirs et de vacances: LVT, association familiale du Château Chopeau-Cornu à Vignieu. Profitant des difficultés financières de l'association de Chopeau-Cornu et jouant sur les contradictions internes de l'association, une offre mirobolante est faite : contrat pour l'hébergement des 40 familles pendant 18 mois d'un montant de 45 millions de francs; travaux de réfection de locaux pour près de 4 millions de francs. Et Dupleissis rassure ses interlocuteurs : « ne vous inquiétez pas..., il n'y a que des Blancs »!

Les réactions favorables de la majorité du conseil d'administration de l'association provoquent aussitôt la démission de plusieurs membres et le début d'une large campagne d'information et d'opposition de la population : tracts, projection du film *La dernière tombe à Dimbasa* : délibération défavorable du conseil municipal de Vignieu. Des slogans hostiles à la venue des techniciens apparaissent vite autour du château.

Deux fois non

L'opposition au projet se cristallise sur un double thème: refus de cautionner, en accueillant ses émissaires, le régime raciste institutionnalisé qu'est l'apartheid en Afrique du Sud; refus de faciliter l'essor du nucléaire dans cette région de l'Afrique — à la fois en raison des dangers spécifiques qu'il représenterait dans les mains du régime de Prétoria et en raison, pour beaucoup, d'une condamnation générale du nucléaire civil et militaire.

L'annonce officielle de l'abandon du projet d'installation à Chopeau-Cornu semble marquer la victoire du mouvement d'opposition. La presse régionale et nationale s'en fait l'écho (Libération, PH...). Mais dans le même temps, la nouvelle se répand d'une installation probable à Villefontaine, une des communes de la ville nouvelle de

l'Isle-d'Abeau, située à une vingtaine de kilomètres de Chopeau-Cornu.

Un comité de non-accueil

Depuis mars 1977, cette commune s'est dotée d'un conseil municipal d'union de la gauche comprenant deux conseillers PSU. Le syndicat communautaire de la ville nouvelle est géré par une équipe PS-PCF. Les réactions sont vives : communiqué de presse du PS contre l'attribution de logements à ces familles ; inscriptions hostiles à cette installation; dénonciation, par le PSU. de l'existence d'un contrat entre l'établissement public d'aménagement (EPIDA) représentant l'Etat et l'ESCOM (le directeur général de l'EPIDA dément dans la presse locale qu'il y ait le moindre contrat. Pourtant le téléphone a été installé, au nom de l'ESCOM, le vendredi 25 novembre, dans les locaux gérés par l'EPIDA). La municipalité de Villefontaine accepte le texte de protestation présenté par les élus PSU et le transmet au préfet, au sous-préfet et au directeur de l'EPIDA. Le conseil municipal quant à lui doit en délibérer lors de sa prochaine réunion. Un Comité de non accueil aux racistes sud-africains, où se retrouvent des militants du PSU, de la CFDT, du groupe écologique, de la LCR et de diverses associations locales, des isolés, ainsi que des militants de Vignieu, se constitue. Il lance une vaste campagne d'information: expositions, tracts sur le marché et à toute la population, projections multiples du film... Au-delà d'une simple tâche d'information et de mobilisation, le comité s'efforce de dévoiler les implications politiques de l'opération.

Provocation!

• Il y a tout d'abord l'aspect de provocation contre des collectivités locales de gauche dont il faut tenir compte. La présence de 40 familles non souhaitées ne peut se traduire à terme que par des incidents. L'engrenage répressif pointe alors son nez: pour protéger, pour garder, pour accompagner, l'appareil policier va être multiplié sur la ville nouvelle. En période de campagne électorale, cette présence va être un bon soutien à la majorité — majorité pratiquement inexistante sur la ville nouvelle mais qui cherche à s'y implanter.

De fait, la droite n'a pas tardé à se manifester. Dès le 25 novembre, un communiqué de presse du PR et du RPR dénonçait l'abandon du projet de Chopeau-Cornu. Le jour même, un collage massif d'affiches du PR a recouvert toutes les affiches s'opposant à la venue des Sud-Africains.

• Ensuite la nature du projet touche à la politique nucléaire, à la politique étrangère et à des marchés économiques considérables entre la France et l'Afrique du Sud. Trois domaines dans lesquels le pouvoir n'aime pas être dérangé.

Aussi le comité a-t-il rapidement demandé le soutien des organisations locales. Elus et section PSU, sections d'entreprises CFDT, groupe CSCV, groupe écologique lui ont répondu positivement.

Cette affaire ne concerne pas seulement



Emmissaires de l'apartheid, go home !

une commune isolée de l'Isère. Après les mobilisations contre l'apartheid, après la lutte de Lorient contre la livraison des « avisos ». l'objectif à atteindre n'est pas seulement l'abandon du projet d'implantation à Villefontaine; mais son abandon où que ce soit en France (1).

Michel MORIN

(1) Un collectif des organisations hostiles à l'installation des représentants de l'apartheid s'est constitué : il regroupe le PSU, le PS, le PCF, les UL-CGT, CFDT la CSCV, le Comité de non accueil. Un appel a été adressé à la presse, aux partis et aux syndicats. L'ONU et les ambassades des Etats africains ont été alertes.

forum de l'autogestion

Sartrouville: traditions en péril

Quand les élus autogestionnaires incitent leurs collègues à aller plus loin...

Animée depuis dix-huit ans par le PCF, la municipalité de Sartrouville compte actuellement 21 élus communistes, 9 socialistes et 3 membres du Comité local pour l'autogestion socialiste (Jean-Marc Lauret, PSU, maire-adjoint, Henriette Delacomptée, militante du MRAP, et François Abel du Comité antinucléaire).

Alliance parfois délicate. Forts de leurs dix-huit années d'expérience, sûrs d'être bien relayés, auprès de la population, par des conseils de quartier dont les présidents sont choisis par le conseil municipal, les élus communistes tiennent à leurs habitudes et croient à la sagesse que confère une déjà longue tradition de gestion locale. On hésite parfois à trouver des solutions inédites aux problèmes inédits qui viennent à se poser. Et l'on partage en gros la conception traditionnelle du rôle des élus : l'initiative et la décision ne leur appartiennent-elles pas, conférées qu'elles leur ont été par le bulletin de vote de la majorité des Sartrouvillois ?

Plus ancrés dans les mouvements sociaux nés ces dernières années de formes nouvelles de contestation que les institutions de la démocratie locale classique ne sont pas faites pour prendre en compte (le CLAS rassemble des écologistes, des antinucléaires, des militants du groupe femmes, du MRAP, de la CFDT, du FRAM — filiale des Eclaireurs de France —, et du PSU), les élus du CLAS souhaitent au contraire bousculer la tradition. Et promouvoir une conception du rôle des institutions locales plus conforme à un certain idéal de démocratie

directe inséparable de la référence autogestionnaire. Au lieu des conseils de quartiers conçus pour « faire passer » dans la population la politique décidée par les élus, pourquoi ne pas faire l'inverse : donner l'initiative à la population, aux délégués élus des comités de quartier qui devraient entrer dans les commissions municipales.

Autre sujet de litige entre élus du CLAS et élus des partis de gauche : jusqu'où une municipalité peut-elle aller pour soutenir les luttes en cours? Jusqu'à l'irrespect? Jusqu'au scandale ? Jusqu'à l'illégalité ? En trois occasions récentes, élus du CLAS et élus de gauche classique se sont, à ce sujet, opposés à Sartrouville :

· Patrick Dupuits, jeune appelé sartrouvillois, est arrêté à Spire pour avoir appartenu à un comité de soldats. Faut-il se contenter de voter - comme on l'a fait à l'unanimité du conseil d'ailleurs -, un tract officiel dénonçant « la répression croissante dont sont victimes les soldats qui, à la caserne comme ailleurs, veulent que triomphent leurs droits démocratiques »? Faut-il. comme le souhaite le CLAS, appuyer la transformation du comité constitué pour demander la libération de Patrick en « comité de parrainage » des appelés de la ville, destiné à faire connaître aux intéressés leurs droits? La liste des appelés est secrète; seul le maire - dont le soutien est donc indispensable -, la possède...

• Le groupe Femmes de Sartrouville souhaite la création d'un centre d'orthogénie. La loi du 4 décembre 1974 le permet

puisqu'elle affirme : « les centres de protec-tion maternelle et infantile de circonscription comportent obligatoirement un centre de planification et d'éducation familiale» Mais une chose est d'informer, comme la loi l'autorise, sur les problèmes de contracention et d'éducation sexuelle; une autre d'ouvrir un centre d'orthogénie où l'on ne se contente pas d'informer et où des actes médicaux peuvent être réalisés. Il faut donc se battre auprès des autorités administratives. Le conseil municipal, soutenu sinon précédé par la population, est-il prêt à s'engager dans une bataille qui pose bien d'autres problèmes que la présidence... de la journée de la Fête des mères par exemple • Faut-il ou non organiser une vente officielle de montres Lip? L'une des fonctions du maire est de faire respecter la légalité. Les ventes de montres Lip sont illégales. Du coup, le conseil est embarrassé: si les Lip demandent à venir, on discutera. Quant à susciter leur venue... Le CLAS a invité les Lip le 10 décembre ; et s'ils ont boudé la réception elle-même (parce que les trotskistes étaient là), les élus communistes ont bien participé à la réunion qui organisait la rencontre. Les socialistes pour leur part étaient à la rencontre. Quarante montres ont été vendues. Preuve. s'il en était besoin, que les élus pour l'autogestion socialiste ont au moins pour vertu d'inciter le conseil municipal à aller plus loin que la tradition ne les y autorise.

Pierre GARRIGUES

A Nogent: un insoumis candidat

Dans la 3º circonscription de l'Aube, où est prévue la construction de la centrale de Nogent, le PSU et d'autres autogestionnaires se sont accordés pour présenter aux législatives la candidature d'un insoumis. André Tiraboschi. La campagne sera axée sur les thèmes suivants :

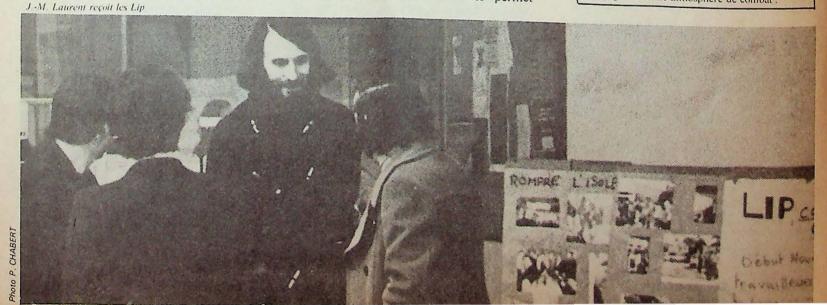
contre la centrale de Nogent, contre le nucléaire civil et militaire.

pour les droits des minorités, des marginaux : objecteurs, insoumis, travailleurs immigrés... ainsi que pour les droits des femmes.

contre la militarisation.

Ces différents thèmes s'inscriront dans le développement plus général de la perspective

Détail non négligeable : André Tiraboschi passe le 20 décembre devant le tribunal de Troyes pour désertion. Autant dire que la campagne s'engage dans une atmosphère de combat!





des "sauvages" à La Rochelle

Le radicalisme à la mode rochelaise réserve des déboires aux travailleurs.

Depuis le 1^{er} décembre, à l'appel des syndicats CFDT (majoritaires) et FO, le personnel de la Régie municipale des autobus de La Rochelle est en grève avec occupation des locaux pour faire aboutir ses revendications salariales : les salaires accusent en effet un retard de 30 % par rapport aux autres services de même type en France.

« Restons sérieux ! »

La réaction de Crépeau, député-maire (MRG) de la ville, ne se fait attendre dans la presse locale (Sud-Ouest du 7 décembre): a j'en ai ras-le-bol de ces manières de sauvages et tout à fait illégales. Je suis avant tout le défenseur d'une population et non d'une fraction de celle-ci... J'ai (!) 975 employés municipaux; pourquoi devrais-je en gâter certains et pas d'autres? Restons sérieux! », Elu des travailleurs ou patron de choc?

Les communistes, présents au conseil municipal, ne se démarquent guère du maire, et M. Belly, conseiller municipal et conseiller général communiste, négociateur pour le maire, déclare : « Je ne conteste pas le bien fondé de l'action syndicale, mais encore faut-il qu'elle soit sérieuse ». Faut-il préciser que la CGT, majoritaire, sur La Rochelle, est absente dans l'entreprise concernée et qu'aucune section syndicale CGT de la ville n'a apporté son soutien aux grévistes ?

Est-ce ce qu'on appelle la solidarité ouvrière ? C'est la question que pose l'union locale CFDT en déclarant : « Ces propos sont inadmissibles de la part d'une municipalité

de gauche. On les entend plus souvent exprimés par les représentants du pouvoir en place. » Georges Séguy vient de déclarer qu'il n'y aura pas de trêve sociale. Cela n'est-il valable que là où la CGT est majoritaire?

On a composé

Il est vrai qu'en définitive on a composé : un protocole d'accord a été élaboré. Les travailleurs l'ont voté à main levée à la quasi unanimité. Il prévoit 5 % d'augmentation au 1er janvier, plus 3,9 % de rattrapage (sous réserve d'accord du gouvernement — en attendant la grève est suspendue) ; le paiement intégral des jours de grève ; une heure d'information syndicale par mois ; la titularisation au bout de six mois (au lieu d'un an) ; pas de sanction ; le financement de 0,4 % de la masse salariale pour le comité d'entreprise ; la même grille de qualification pour tous ; la prise en compte des indices syndicaux CFDT et CGT et non celui de l'INSEE...

Entre travailleurs...

Pouvait-il en être autrement, le jour (8 décembre) où *Sud-Ouest* publiait une interview de Maire déclarant : « Le radicalisme à la mode rochelaise n'est pas celui des notables mais des militants », et publiait une photo de Crépeau en train de planter des clous pour la confection de la tribune du congrès ? Entre travailleurs, on se comprend, n'est-ce pas mon cher ?

Correspondance

Elus municipaux contre la peine de mort

a Le 25 novembre 77, Mohamed Yahiaoui a été condamné à mort par la cour d'assises de l'Essonne à Evry. Quelle que soit l'horreur que nous inspirent les crimes de sang perpétrés, quelle que soit notre compassion pour les familles et proches des victimes, nous ne pouvons que relever l'absurdité de cette condamnation.

Nous proclamons notre horreur d'un système où, soi-disant « pour l'exemple » quelques têtes sont tranchées chaque année, au petit matin, dans la honte et l'ignominie. Nous dénonçons la lâcheté qui consisterait à considérer que justice a ainsi été rendue ou à faire semblant de croire que le châtiment dit suprême puisse encore avoir (s'il l'a jamais eue) valeur exemplaire. Nous rappelons qu'au début novembre une autre condamnation à mort a été prononcée à Douai.

Dans tous les cas, nous demandons au président de la République d'exercer son droit de grâce.

Considérant que la peine de mort est barbare et inefficace nous demandons au Parlement de remettre notre pays sur le chemin de la justice en abolissant la peine de mort.»

C'est le texte de la motion votée par le conseil municipal de Massy (Essonne) le 30 novembre. Motion de principe et motion de compromis. Les élus PSU présentaient initialement un texte plus offensif. Mais communistes et sociálistes n'entendaient pas « prendre parti pour les accusés ». Et l'essentiel est bien d'obtenir l'abolition de la peine de mort!

Mise au point en Dordogne

« Lors du Conseil national du PSU à Limoges, il a été publié que la Dordogne aurait quatre candidats du Front socialiste autogestionnaire.

Nous tenons à préciser que, si les candidats de mouvements autogestionnaires qui se sont souvent retrouvés dans les luttes seront soutenus par le Front socialiste autogestionnaire, nous n'avons jamais dit qu'ils étaient des candidats présentés par le Front socialiste autogestionnaire, alors qu'ils n'ont même pas eu à en discuter.

Le PSU souhaite une large convergence des mouvements autogestionnaires ; il n'a pas pour autant l'intention de s'accaparer le travail des autres, et tient à respecter scrupuleusement leur autonomie de décision

Il y aura donc 4 candidatures soutenues par le Front socialiste autogestionnaire dans lequel se situe le PSU. Eric Fave du mouvement « Volen viure au pais » (VVAP) sera de ceux que nous soutiendrons dans le Nontronnais; mais les VVAP gardent leur entière autonomie et nous n'avons pas à décider, pour eux, de leur appartenance ou non au FSA.

Nous tenons à cette précision, afin qu'il n'y ait aucune suspicion de récupération entre mouvements habitués à travailler ensemble en confiance, »

et pourtant elle tourne

la crise portugaise

Vers un nouveau gouvernement de type présidentiel autour des hommes d'Eanes ?

Avec la récente démission du gouvernement de Mario Soares, la présidence de Ramalho Eanes apparaît de plus en plus comme la seule institution stable dans la géographie politique mouvante du Portugal. Le général Eanes est en même temps le point d'équilibre entre les divers secteurs civils du fait se son légalisme apartidaire et le point d'équilibre entre les divers groupes de militaires du fait qu'il leur a donné une unité perdue lors des années 1974-1975. De plus, il reste le seul arbitre possible entre les militaires et les civils.

Le pouvoir d'Eanes puise ses origines dans le coup de force du 25 novembre 1975, né d'un « compris historique », au sein des forces armées portugaises, entre le « groupe des neufs », formé autour du major Melo Antunes, et le « groupe des dix-sept », formé justement autour du jeune lieutenantcolonel Ramalho Eanes (1). L'adhésion de ces derniers au « document des neufs » apporte alors aux forces armées l'aide militaire opérationnelle qui manquait au major Melo Antunes et à ses collègues. Elle permet aussi d'encadrer la dynamique de droit qui se développe à l'intérieur des forces armées depuis l'été chaud de 1975. Elle va enfin fournir le squelette du nouvel Etat portugais qui apparaît après les élections présidentielles de juin 1976.

Qui sont en effet les personnalités de ce groupe des « dix-sept »? Ramahlo Eanes d'abord, chef opérationnel du coup de force du 25 novembre, qui devient le chef de l'état-major des Forces armées en décembre 1975; en juin 1976, il cumule ces fonctions avec celles de président de la République ; Garcia dos Santos ensuite, responsable des communications pour Eanes lors du 25 novembre, qui devient le chef de sa maison civile et Rocha Vieira, nommé chef d'étatmajor de l'Armée de terre ; Loureiro dos Santos, qui, auprès de Costa Gomes au palais présidentiel de Belem, coordonnait avec Eanes, à Amadora, le coup du 25 novembre, est, jusqu'au début du mois de novembre dernier, au poste de sous-chef d'état-majot général des Forces armées portugaises et responsable de leur réorganisation : Costa Bras enfin, titulaire, jusqu'à la démission du gouvernement Soares, du portefeuille interne (ministre de l'Intérieur) et seul militaire dans ce gouvernement. (2)

Après le coup de force du 25 novembre le groupe d'hommes autour d'Eanes s'élargit considérablement avec le regroupement « des neufs » et des « dix-sept ». Cette équipe exploite d'une façon efficace les pressions de la droite apparues au début de l'année 1976. Dans le « coup pour coup » qui prévaut dans les milieux militaires portugais, ils réussissent à consolider leurs autour du Conseil de la Révolution, à l'intérieur des Forces armées. Le plus souvent, ils atteignent leurs objectifs en invoquant inlassablement le rôle apartidaire et patriotique que les Forces armées doivent jouer dans la construction de la démocratie portugaise. A remarquer : ce même thème leur a servi déjà de leitmotiv quand ils sont



Ramalho Eanes: une autorité accrue?

partis en guerre contre la gauche militaire en 1975. Après le 25 novembre, il avait été invoqué pour justifier le « retour à la caserne ». Un retour qui a finalement mieux servi les projets de Melo Antunes et de Eanes que ceux de Jaime Neves et de Pires Veloso.

L'ascension des hommes d'Eanes

En effet l'année 1977 est marquée par une plus grande et plus claire affirmation du rôle directeur d'Eanes, de Melo Antunes et de ceux qu'il convient d'appeler des militaires nationalistes, anciens membres du « groupes des neufs » ou du « groupe des dix-sept ». Trois séries d'événements ont ponctué cette évolution :

Vers la fin du mois de février du mois de février 1977, Hugo dos Santos, commandant de la région militaire du Centre, déclare que les communistes infiltrent les Forces armées. A la même époque, Melo Antunes accorde une interview importante à un magazine espagnol dans lequel il évoque son embarras devant « le fait que quelquesuns de nos camarades militaires du 25 avril sont jugés par des organes non révolutionnaires ». De fait, aucun des « camarades militaires du 25 avril » de Melo Antunes impliqués dans le 25 novembre n'a été condamné à ce jour - sauf le vice-amiral Rosa Coutinho qui fait d'ailleurs appel de son expulsion de la marine.

Deuxième série d'événements, en avril 1977. Les commémorations du 25 avril donnent lieu à au moins trois réunions militaires importantes où tous les anciens membres du MFA, vainqueurs aussi bien vaincus du 25 novembre, se retrouvent dans une ambiance de fraternité, de compréhension et presque de complicité. Peu de temps avant, Melo Antunes donne une nouvelle interview importante à l'agence hongroise MTI; il y évoque la nécessité de l'unité entre les militaires responsables du 25 avril et les forces politiques de gauche. Six mois plus tard, la constitution d'une équipe « supra-ministérielle » de six économistes semble être le moyen choisi par Eanes et son entourage pour aboutir à cette jonction entre les forces progresssistes.

Troisième série d'événements : les récentes mutations militaires survenues en novembre dernier. Au début du mois, Loureiro dos Santos démissionne de son poste de sous-chef d'état-major général des Forces armées, faute d'avoir pu s'imposer sur le plan de la réorganisation de ces forces. Mais en même temps, Pires Veloso est contraint de quitter le commandement de la région militaire du Nord et le colonel Almendra quitte la base de Tancos où il commandait les parachutistes. De plus, le colonel Soares Carneiro abandonne le commandement des commandos du régiment d'infanterie d'Abrantes pour suivre un stage d'officiers généraux à Lisbonne avec le brigadier Pires Veloso. On a même vu récemment un officier, considéré comme le plus à droite du Conseil de la Révolution, le commandant Almeida e Costa, «s'éloigner » de cet organisme pour exprimer son désaccord avec le soutien que le Conseil a apporté au général Eanes dans son conflit avec Sá Carneiro, chef du PSD (3),

Bref, tout indique qu'en dépit des remous constants dans les Forces armées, les hommes d'Eanes dominent assez bien la situation militaire et disposent donc d'une base assez solide pour s'attaquer aux problèmes du gouvernement civil et de la situation économique portugaise.

Des urgences économiques

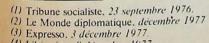
Depuis la démission du gouvernement Soares, les hypothèses concernant la formation de son successeur vont bon train. Mais quelle que soit sa composition éventuelle, il sera obligé d'affronter immédiatement les problèmes économiques urgents du pays. A cet égard, le Portugal peut-il éviter d'entrer dans une période d'austérité pour faire face à son endettement croissant? En tout cas, il est douteux qu'un gouvernement de droite, comprenant le CDS ou le PSD, puisse gagner la confiance des travailleurs alors que le parti socialiste de Mario Soares a échoué dans la même tentative! Inversement, il apparaît impossible que l'actuel parti socialiste portugais forme un gouvernement de « majorité de gauche » sans éclater ; alors même qu'il gouvernait seul, il n'a pas échappé à une désintégration progressive; et une tentative de gouvernement avec le PCP ne peut qu'accentuer ce processus.

On peut donc attendre très probablement la constitution d'un gouvernement de type présidentiel dans lequel l'équipe des six économistes choisis en octobre par le générale Eanes jouerait un rôle essentiel. L'accord politique, nécessaire d'abord pour former ce gouvernement, pour élaborer ensuite un plan de redressement économique, va sans doute aggraver encore les très sérieux conflits internes qui interviennent entre base et dirigeants au CDS, au PSD et, bien sûr, au parti socialiste (4).

Dans ce contexte, la formation d'un nouveau parti socialiste par Lopes Cardoso et ses collègues de Fraternité ouvrière prend toute son importance. D'autant que, si un nouveau gouvernement ne réussissait pas à être formé, la convocation d'élections législatives anticipées provoquerait très probablement une fuite importante des militants du parti de Mario Soares vers cet éventuel parti et, par ricochet, une restructuration de la droite portugaise avec l'apparition d'une droite clairement réactionnaire.

Reste à savoir si l'entourage d'Eanes, qui a essuyé de rudes épreuves, tient assez bien en main les Forces armées portugaises pour proceder à une confrontation avec les forces politiques civiles du centre et de la droite dans une lutte qui va forcément faire éclater l'un des camps. Une confrontation d'où le CDS, le PSD et le PS sortiront probablement perdants.

Karl VAN METER



⁽⁴⁾ Libération. 9 décembre 1977



La levée du corps de Laid Sebai

communiqué

A l'occasion de la délégation à Alger accompagnant la dépouille mortelle de Laid Sebai, Victor Leduc, secrétaire national du PSU a fait à l'APS (Algérie-Presse-Service) la déclaration suivante : « Le PSU est particulièrement indigné par cet assassinat. Il tient à exprimer toute sa solidarité avec le peuple algérien pour l'indépendance duquel il a le premier en France mené un combat résolu. Cet assassinat, a-t-il poursuivi, doit être rattaché à tout un contexte politique. Il s'agit bien entendu d'un crime raciste dirigé contre les travailleurs algériens en France ; mais, au-delà de ces aspects, c'est toute la politique du gouvernement français, celle de Giscard d'Estaing qui doit être mise en accusation. Celui-ci a pris prétexte de l'affaire des ressortissants français prisonniers pour susciter une campagne d'excitation anti-algérienne. Il n'a pas vraiment cherché à obtenir la libération des ressortissants français. Dans une première phase, il n'a voulu faire aucune démarche auprès des responsables du Front Polisario et de la République sahraoui. Dans une deuxième phase, il a ouvert de pseudo-négociations accompagnées de chantage et d'intervention militaire. On en est maintenant à une troisième phase où le chantage se transporte en France et se prolonge en assassinats de ressortissants algériens. Cette situation ne peut durer, a conclu Victor Leduc. Il faut trouver une solution rapide en dehors des pouvoirs officiels puisque ceux-ci ont montré leur volonté de faire échouer toute véritable négociation. »

Victor Leduc a suggéré « que la yauche française s'empare du problème, que l'affaire soit traitée entre notre peuple représenté dans sa majorité par les organisations politiques de gauche et les centrales syndicales, le peuple sahraoui, représenté par son gouvernement et, s'ils le veulent, par les représentants du peuple algérien. »

Rencontre avec le Front Polisario

Victor Leduc, au cours d'une rencontre avec des représentants du Front Polisario et du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique a eu l'occasion de leur faire part des suggestions contenues dans la conclusion de cette déclaration.

la parole à I

Georges Bégot: "nationaliser sans demi-mesures..."

La fédération CFDT de la banque tiendra son congrès du 7 au 10 février 1978. Au débat : l'évolution de la profession mais aussi la nationalisation des banques et du crédit. Georges Bégot, secrétaire général, présente les positions soumises à la discussion.

TS: Comment analysez-vous le rôle que jouent les banques et le système du crédit dans la restructuration capitaliste?

Georges BEGOT: C'est une question qui a agité les milieux économiques et politiques. Les banques précèdent-elles, accompagnent-elles ou suivent-elles les restructurations? Sont-elles maîtres d'œuvres ou servent-elles la capitalisme industriel? On ne peut apporter de réponse bien précise, car selon les périodes et la manière dont la crise a évolué, les banques ont un peu joué tous les rôles en même temps. Elles ont été à l'origine de certaines restructurations mais

GE

elles ont aussi un rôle d'accompagnement par un politique sélective du crédit. L'évolution, ces dernières années, pencherait plutôt vers une dialectique entre ces deux fonctions

TS: Comment les banques interviennent-elles dans la restructuration?

G.B.: Les travailleurs s'en rendent compte de façon concrète. On leur dit : « l'entreprise licencie parce que la banque X ou Y ne finance plus, n'accorde plus de découvert. » Il n'y a pas de mystère! En fait, les banques disent : « cette affaire-là n'est plus rentable, On n'est pas sur de récupérer notre argent. Il faut donc l'assanir. » Parfois la banque, au contraire encourage un mariage avec une autre entreprise, notamment lorsqu'elle y a des participations. Parfois même, elle transforme sa créance en participation et favorise un regroupement. Cette pratique caractérise bien entendu des banques privées comme Suez ou Paris. Mais les banques nationalisées agissent de même. Ainsi la BNP a sa propre banque d'affaires, la BANEXI, qui est intervenue pour le rachat de Delmas et de Lesieur.

Un encadrement troué

D'une façon générale la dépendance des entreprises françaises à l'égard du système financier s'est accentuée. Dans son rapport de 1976, le Crédit National le souligne en chiffrant en indices l'évolution des fonds propres des entreprises et de leur endettement entre 1972 et 1975.

	1972	1973	1974	1975
Fonds propres	100	106	118	124
Dettes à terme	100	108	116	154

Les grandes banques interviennent donc de plus en plus activement dans la restructuration de l'économie.

Au niveau du crédit en général, le pouvoir se fixe comme objectif apparent, à travers l'encadrement du crédit, de lutter

contre l'inflation, de limiter la masse moné. taire. L'encadrement du crédit dure depuis 1972. Il s'est durci. Mais les modalités d'encadrement laissent de nombreux trous De nombreux crédits sont éxonérés de réserves : les crédits en devises, ceux destinés à favoriser les exportations, certains concours à l'équipement et à l'habitat Finalement les crédits non encadrés progressent bien plus vite que les crédits encadrés. En particulier ceux destinés à faciliter les exportations ont cru de 100 % en deux ans. Or les grandes banques disposant d'un gros réseau de filiales à l'étranger, sont les mieux placées pour les accorder. Cela ne peut qu'encourager l'internationalisation du capital, dans le sens de la restructuration capitaliste.

TS: L'activité des banques ellesmêmes s'internationalise et ces banques se restructurent...

G.B.: Effectivement. Les grandes banques sont au cœur du développement d'un marché international de l'argent. Les banques françaises tiennent une bonne place dans le phénomène d'émission de liquidités, d'euro-crédits, d'euro-obligations sur le marché européen. Ainsi la Société Générale, dans son rapport pour 1976, écrit: « La Société Général a été chef ou co-chef de file de 34 émissions équivalant à 17,2 % du montant total des opérations recensées: ce qui l'amène au 11e rang des banques mondiales pour 1976. »

Internationalisation, fusion, concentration

Cette internationalisation explique en grande partie la mise en place du réseau international privé de télécommunications entre les banques, dit « réseau Swift ». D'autre part certaines banques françaises tirent une part importante de leurs profits des opérations à l'étranger. Ainsi, en 1976, le bénéfice net publié du Crédit Lyonnais provient pour 25 % de l'étranger. De plus le poids des banques étrangères en France est de plus en plus grand. Il représentait en 1976, 12,3 % du bilan total des banques inscrites.

Deuxième aspect : depuis cinq ans, les banques connaissent elles-mêmes une restructuration importante. Elles ont connu une phase d'expansion à partir des lois Debré en 1967. Celles-ci encourageaient à une certaine « déspécialisation », à atténuer les différences entre banques de dépôt et banques d'affaires et « libéralisait » l'ouverture de guichets. Pour la période 1966-1973, on est passé de 4 483 à 8 868 guichets. Depuis 1973, la progression a été plus faible puisqu'on en était en 1976 à 9 603 guichets. La fin de cette expansion anarchique des guichets s'est traduite, entre autres, par une stabilisation des effectifs qui n'ont augmenté que de 0.11 % en 1976.

Mais la restructuration est engagées depuis de nombreuses années : fin 1950 une douzaine de groupes totalisaient un peu plus de 70 % du total des bilans ; fin 1976, cinq groupes seulement : BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale, Paribas et Suez avaient à leur actif un peu plus de 80 % du total des dépôts des banques inscrites. En y ajoutant les 12 % du total des bilans réalisés par les banques étrangères, on s'aperçoit de l'énorme concentration réalisée en 25 ans.

D'autres fusions ont lieu au sein des grands groupes : ainsi le Crédit du Nord a fusionné avec la BNP (qui était, il y a quelques années, la deuxième banque d'affaires française), la Banque de l'Indochine avec la BSUM. A plus long terme, toutes les petites banques seront absorbées. Des licenciements seront inévitables. C'est le cas déjà au Crédit du Nord où on annonce 700 suppressions d'emplois.

Avec l'introduction générale de l'informatique, ce processus va s'accélérer. La mise en place d'un vaste réseau où l'ordinateur deviendra le pivot de l'organisation de l'entreprise. Ceci entraînera une dégradation des conditions de travail (standardisation, extension du travail posté, contrôle renforcé, déqualification etc...)(1). Par contre les profits des banques ne cessent de croître (cf. encadré).

Les profits des banques

Malgré l'encadrement du crédit dont les banquiers se plaignent, les profits des banques se sont encore bien comportés en 1976 (dernière année connue au moment de la rédaction de cette note)

En millions de F (estimations)

Années	1973	1974	1975	1976
Résultat d'exploitation (ensemble des banques)	3214	2581	4675	5100

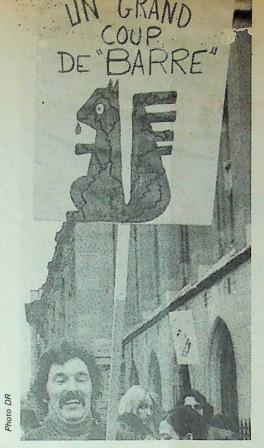
Le creux de 1974 a été largement efface en 1975 et l'expansion des profits s'est poursuivie en 1976 Les bons résultats des banques en 1976 sont dús à une progression moins rapide des frais généraux, notamment des dépenses de personnel et en grande partie à l'action délibérée des pouvoirs publies à travers la Banque de France. (abaissement notamment des réserves sur les dépôts à vue). Les banquiers qui se plaignent souvent de l'intervention de l'État ne sont pas sérieux!

TS: Vous vous êtes récemment prononcés pour une nationalisation totale du crédit et du système bancaire. Pourquoi?

G.B.: Nous pensons que la nationalisation du crédit sera le pivot d'une planification démocratique. D'autre part, en analysant les nationalisations de 1945, nous nous sommes aperçus qu'on n'avait pas nationalisé certaines banques privées sous prétexte qu'elles ne représentaient qu'une petite part du système bancaire, notamment Suez ou Paribas. Elles sont devenues des géants. Notre souci n'est donc pas de faire preuve d'étatisme, mais de donner à la planification démocratique tous les moyens qui lui sont nécessaires, de ne pas laisser de développer des pôles d'accumulation privés.

Eviter les refuges!

Ce qui était prévu dans le Programme commun version 1972 ne nous satisfaisait pas. Tout un secteur dit coopératif (Crédit mutuel, Caisse d'épargne, Crédit agricole, Banques populaires) échappait à la nationalisation et serait seulement démocratisé. Les banques étrangères, quant à elles, seraient simplement contrôlées. C'est méconnaître



l'importance de ces deux secteurs : le Crédit agricole est la première banque française ; les Banques populaires financent assez souvent les PME ; le Crédit mutuel s'élargit ; les banques étrangères sont sensibles aux instructions de leurs pays d'origine et peuvent servir de refuge à certains capitaux.

Nous ne pouvons donc nous contenter de demi-mesures, même s'il n'est pas question d'entraver pour les particuliers le libre-choix de l'établissement bancaire. Cette position n'est pas nouvelle. Notre Fédération l'avait adoptée en 1956. Elle n'a fait que l'ajuster et la confirmer lors de notre Conseil national d'octobre 1977. (2)

TS: Comment envisagez-vous le problème de l'indemnisation?

G.B.: Bien qu'une prise de position sur ce problème relève de la fonction des partis politiques, nous proposons quelques principes qui sont aussi ceux de la Constitution: nécessité d'une rupture du lien entre les anciens propriétaires et les nouvelles entreprises nationales; interdiction de reconstituer des pôles de domination capitalistes avec le produit des indemnisations.

L'échange des actions contre des obligations nominatives de l'Etat nous paraît la meilleure solution correspondant à ces exigences. Les porteurs individuels pourraient revendre ou être remboursés, mais seulement dans la limite d'un plafond annuel égal à dix fois le SMIG. Les gros porteurs, eux, seraient taxés au titre de l'impôt sur la fortune.

TS: Quelle nouvelle organisation prévoyez-vous pour permettre au système du crédit de jouer son rôler dans la planification?

G.B.: Il est difficile d'en donner ici tous les détails. Nous sommes pour la création d'une Caisse nationale d'investissement liée au Plan, au Parlement, aux groupements socio-professionnels et aux pouvoirs économiques locaux. Mais il faudra décentraliser er régionaliser les banques, même si certains

regroupements doivent être opérés. Il faut à tout prix éviter de conserver les « monstres » que sont à l'heure actuelle les trois groupes nationalisés. Même si nous nous prononçons pour une certaine spécialisation des réseaux bancaires, cela ne pourra être effectué qu'en garantissant l'emploi pour tous, après discussion avec les organisations syndicales.

Propos recueillis par Y. SPARFEL ■

Nous reviendrons sur, ce point dans TS puisque la fédération CFDT de la banque et le PSU ont convenu de continuer à échanger leurs réflexions à ce sujet.
 Sur le role et les pouvoirs des travailleurs de la banque en cas de nationalisations, la Fédération CFDT a adopté des positions précises (elle estime que ces travailleurs ne devraient pas etre majoritaires au CA). Nous y reviendrons également.

Tout nationaliser, c'est-à-dire?

« Nationaliser le crédit, c'est :

Nationaliser les holdings des groupes bancaires.

 Nationaliser les établissements financiers (établissements qui pratiquent des taux usuraires et donnent à leur personnel des conditions de travail lamentables): ceux-ci pourraient être intégrés à d'autres établissements.

• Nationaliser le Crédit agricole : la FGA-CFDT, dans un a Syndicalisme Agriculture a spécial d'octobre 1977, suggère d'ailleurs, tout en souhaitant une distinction entre les comptes individuels et l'intervention auprès des entreprises, l'insertion du Crédit agricole banque spécialisee dans le cadre de la planification et régionalisation de celui-ci.

 Nationalisation du Credit mutuel et du Credit populaire, qui n'ont de mutualiste, de coopératif que le nom et sont des banques capitalistes comme les autres qui interviennent dans des secteurs particuliers avec parfois des statuts et des

avantages particuliers.

• Nationalisation des caisses d'épargne : certes les fonds collectés vont principalement à la Caisse des Dépôts. Lès aussi l'activité vis-à-vis des particuliers n'a pas lieu d'être modifiée sauf à voir une formule efficace de l'indexation de l'épargne populaire ; et à regarder de plus près les différentes procédures qui distinguent les divers établissements de crédit. Mais ces établissements doivent s'inscrire dans un cadre global d'action et ne pas échapper à la nationalisation du crédit liée aux orientations de la planification.

• Quant au sort des banques régionales, évoqué semble-t-il dans la réactualisation du programme commun : non vraiment il n'est pas possible, sous aucun prétexte, de le laisser de côté, Imagine-t-on le cadeau qui serait ainsi fait à un des deux groupes privés les plus importants (Suez) par le biais de sa quinzaine de banques régionales ?

- Les banques cirangères nous ont posé plus de problèmes : les risques de représailles pour les banques françaises installées à l'étranger existent. Mais nous voulons éviter la situation qui s'est produite au Portugal où celles-ci ont été un véritable refuge, lieu de transferts et de fuites de capitaux. Nous savons aussi qu'un certain nombre d'entre elles opérent dés maintenant des opérations de fusions, d'achats de guichets, de transferts pour se prémunir contre les effets des décisions prises par la gauche au pouvoir. Pour toutes ces raisons et tout bien pesé, nous considérons qu'elles aussi ne peuvent echapper à la nationalisation.
- Les filiales financières et bançaires des banques doivent également être nationalisées. De même d'ailleurs que les filiales financières et bançaires des groupes d'assurances, ou d'entreprises industrielles.

 Quant aux filiales de services, de crédit bail immobilier, d'informatique leurs fonctions n'apparaissent pas très clairement et devraient sûrement être redéfinies et précisées.

 Pour ce qui est des filiales industrielles des banques, leur situation devrait être reconsidérée dans le cadre d'une politique industrielle afin de s'orienter vers un nouveau type de developpement.

les armes de la critique

l'école, pour rien

Saint-Jules Ferry a inventé l'Ecole... mais les Français savaient déjà lire

Demandez autour de vous : de quand date l'alphabétisation de la France ? Et tout le monde, ou presque, vous répondra : de Jules Ferry. Et bien c'est faux. Au moment où notre bonne III^e République promulgue ses lois rendant l'école « laïque, gratuite et obligatoire », presque 90 % des Français



savent déjà lire et écrire. L'histoire de l'alphabétisation des Français ne suit pas le développement de l'école. C'est à cette conclusion que parviennent, au terme d'une patiente et rigoureuse enquête. François Furet et Jacques Ozouf (1). Voilà qui heurtera sans doute bien des préjugés, à droite comme à gauche.

L'école est libératrice, l'œuvre exclusive de la République, et elle a sa source dans les grands idéaux de 1789. Du moins est-ce, à peine simplifiée, la « thèse républicaine », celle qui prévaut encore dans une bonne partie de la gauche en France aujourd'hui.

Au contraire, répliquent ceux pour qui l'école ne se confond pas avec l'avènement de la République: c'est à l'Eglise — aux « petites écoles » multipliées sous l'Ancien Régime —, que les Français doivent de savoir lire et écrire. Et la Révolution, en s'en

prenant à l'Eglise, a remis tout simplement en cause ce bel héritage.

Une conviction commune anime toutefois les deux parties : non seulement l'école
est bien le lieu où s'est effectuée l'alphabétisation, mais elle est aussi l'institution qui a
permis que s'opère autour de certaines
valeurs un consensus national (2). D'où
l'âpreté du combat que de part et d'autre on
s'est livré pour son contrôlé idéologique. Les
mêmes causes produisant les mêmes effets,
la République disputait à l'Eglise le monopole des conduites sociales à tenir et de la
morale à enseigner.

L'Alma mater crève

On ne donne pas cher aujourd'hui de l'école. Contestée de l'intérieur, minée par ses propres locataires, débordée par les « écoles parallèles », fustigée par les parents, vouée à des rites médiocres et surannés, on ne l'évoque plus guère sans l'ironie d'un sourire quand on ne la voue pas aux gémonies. L'Alma mater crève, conspuée de toutes parts. Du coup un mythe de plus s'effrondre. L'école est malade d'avoir trop vécue. Personne ne croit plus désormais à l'héritage sacro-saint de l'écrit. A mesure que croissent les médias audiovisuels s'effondre le culte du Livre et réapparaissent les vertus de la culture orale. Toutes les

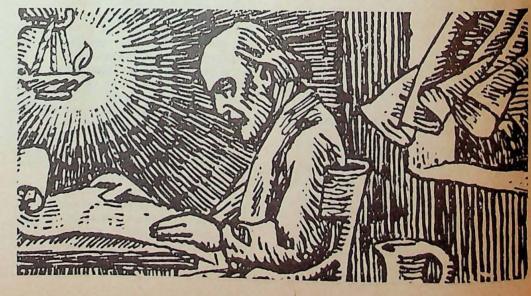
interrogations récentes qui prennent à panie l'institution scolaire procèdent d'un héritage remis en question.

La démarche de Furet et d'Ozouf es précisément de retrouver, au-delà des convictions partisanes, d'où nous vient ce héritage. L'école élémentaire ne nous vient pas de la Révolution: c'est ce qu'on prouvé, enquêtes à l'appui, les historiens du XIX° siècle; elle est même antérieure au « siècle des lumières ». Et avant, l'école existait-elle? Ou plutôt qu'est-ce qui lui a donné naissance? « L'histoire de l'alphabétisation de masse, comme celle de l'école trouve ses origines dans l'affrontement conflictuel et pourtant complice de la Réforme et de Contre-Réforme. » On le savait. On en a désormais la preuve.

Ce n'est en effet pas un des moindres apports du XVIe siècle que d'avoir vu parallèlement à l'apparition des techniques de l'imprimerie avec Gutemberg, le mouve ment de la Réforme substituer à la tradition religieuse orale le recours au Livre. Le Livre c'est évidemment la Bible. Aussi ce qui en matière de religion, 'était jusqu'ici réserve aux clercs, à l'élite, tombe quasiment dans le domaine public. Et quiconque veut désormais s'assurer du bien-fondé de la parole des Protestants ou des Catholiques doit d'abord plonger aux sources de la parole de Dieu. Etrange détour peut-être où le spirituel s'associe au technique; mais, écrivent nos auteurs, « Luther rend nécessaire ce que Gutenberg a rendu possible.»

Est-il bien utile de rappeler la rapidité avec laquelle l'Eglise catholique s'adapte à la contestation qui s'amorce et se développe au point de partager la France en deux? Le concile de Trente, dont on ne retient aujourd'hui que le catéchisme auquel puise un certain intégrisme contemporain, n'est pas seulement une reprise en main de « la vieille maison » de Dieu et de son ordre : c'est aussi la prise en compte des menaces que fait peser l'« hérésie protestante » quand èlle habilite l'écrit. Ce dernier suppose sa maîtrise ; c'est la « Galaxie Gutenberg » et tout son univers culturel qui se profile dès lors.

Aussi l'Eglise catholique va-t-elle redou-



hler d'activité et s'employer à battre la Réforme sur son propre terrain et avec ses propres armes. C'est le sens de toutes les mesures qu'elle préconise en faveur de la multiplication des écoles. Déjà se dessine, peu ou prou, l'école d'aujourd'hui. L'Eglise catholique y voit, bien entendu, un avantage immédiat : l'école, telle qu'elle la conçoit du moins, sera avant tout un instrument de la Contre-Réforme. Mais bien au-delà, et presque malgré elle, ce qui l'anime procède d'un fait de civilisation. La grande aventure de l'alphabétisation commence.

Jules Ferry est-il le fils de Calvin?

Ainsi, de manière assez inattendue, Jules Ferry est-il le fils de Calvin. Tout au plus le premier a-t-il eu le mérite de frapper du sceau de la légalité, d'institutionnaliser, la pratique de « la mise à l'école ».

Pourtant l'initiative n'appartient pas à l'école. L'institution scolaire ne crée pas le besoin de savoir, elle en procède. Le rôle décisif? Il est joué par les communautés d'habitants - par la communauté villageoise qui, au gré des aspirations très diverses d'ailleurs de ses membres, décidera, jusque tard dans le XIXe siècle, d'ouvrir ou non une école, de « louer » un maître, de fixer les droits « d'écolage ».

Car l'instruction, payante, bénéficie bien d'abord aux catégories sociales les plus aisées. L'alphabétisation de masse sera l'aboutissement tardif de la lente diffusion,

QVESTION CELEBRE.

SIL EST NECESSAIRE, OV NON, que les Filles soient sauantes.

Agitée de part & d'autre, par Mademoiselle ANNE MARIE DE SCHYRMAN Holandoise, & le S' Andre' River Poireuin.

Le tout mis en François par le Sr COLLETET



A PARIS. Chez ROLET LE Dvc, ruë S. Iacques à la Iustice. M. DC. XLVI.

AVEC PRIVILEGE DI

dans les couches moins privilégiées, d'un savoir d'abord réservé aux nantis.

Encore le savoir écrire — le savoir écrire le français et non pas le picard, le basque ou le breton — est-il durablement moins partagé qu'un savoir lire plus communément répandu dans une population à dominante paysanne où prime la communication

Inégalité de l'alphabétisation selon les milieux et les professions; inégalité aussi selon les régions : longtemps, la France « instruite » du Nord-Nord-Est s'opposera à la France analphabète du Sud-Sud-Est : inégalité, bien sûr, selon les sexes : on connaît les longues controverses sur les mérites ou les vices reconnus, selon qu'on est « féministe » ou non, aux « femmes

Des cartes, des chiffres, des graphiques : l'énorme appareil statistique brassé par Ozouf et Furet — qui rendent d'ailleurs hommage aux travaux de Louis Maggiola qui réalisa, entre 1877 et 1879, la première grande enquête sur l'histoire de l'alphabétisation des Français — rend compte des rythmes, des lacunes et des progrès de la grande aventure que fut l'apprentissage d'un lire et écrire moins « naturels » qu'on ne le croit, à tort, aujourd'hui.

José SANCHEZ

(1) Lire et écrire, histoire de l'alphabétisation en France de Calvin à Jules Ferry, Paris, éd. de Minuit, 1977, vol. de 390 et 380 p., 45 et 55 F.

"Marxiste et chrétien

TS: Christianisme et marxisme: c'est un vieux débat. Que tu tentes de renouveler dans un ouvrage dont Jean-Pierre Viale est co-auteur: « Le choix de l'espérance »...

A. LAUDOUZE: Notre propos, en publiant cet essai, certainement synthétique, voire sommaire, était d'exprimer le lien possible entre une lecture et une pratique non dogmatique du marxisme et une pratique d'espérance que la perspective évangélique peut développer parmi des militants d'origine chrétienne engagés dans diverses formations politiques socialistes. Et plus précisément, peut-être, nous voulions essayer de répondre à la question : agir en chrétien dans le champ marxiste, qu'est-ce à dire? Nous voulions y répondre en nous plaçant, non sur le terrain d'un dialogue externe entre « chrétiens » et « marxistes », mais sur celui d'une « pratique marxiste et chrétienne » enracinée dans une espérance vécue (l'espérance d'un monde différent, d'un « royaume de liberté », d'une promesse exprimée en Jésus -, en un avenir absolu de l'homme), espérance où l'aspect social et l'aspect religieux ne sont pas séparables par le jeu d'un dualisme trop facile.

TS: Vous êtes ce que l'on appelle

des « chrétiens-marxistes »?

A.L.: Nous nous différencions des « chrétiens-marxistes » car nous pensons que la lutte contre l'idéologie religieuse aliénante nécessite une présence active et sérieuse à la foi et à la pratique de l'Eglise telle qu'elle est. Et nous nous différencions aussi des « chrétiens-communistes » car nous ne pensons pas que le PCF soit le seul porteur de la pensée marxiste et qu'il faille y entrer comme on entre en religion! Je remarque d'ailleurs que les évêques français ont eux aussi tendance à considérer que le seul marxisme est celui du PCF. Ils réduisent aussi le marxisme à un économisme et un athéisme, ce qui permet de mieux le combattre au nom de l'humanisme chrétien d'une « doctrine sociale de l'Eglise », instrument d'une politique centriste.

TS: Mais alors quel lien faites-vous entre votre pratique marxiste et votre foi?

A.L.: Pour nous le marxisme n'est pas un économisme, ni un athéisme ou nonathéisme. Marx ne place pas son effort sur ce plan. Dans notre « choix de l'espérance », nous disons qu'il se peut que des formulations et des pratiques matérialistes en restent à un positivisme qui ne prendrait pas en compte la totalité du réel. C'est pourquoi nous nous sentons mieux en accord avec la pensée d'Ernst Bloch, ce philosophe allemand marxiste qui fait droit dans son « Principe Espérance » à l'ensemble des dimensions humaines, politiques, économiques et idéologiques, et aussi personnelles et irrationnelles et à une ouverture possible à une espérance qui peut rejoindre l'originalité chrétienne.

TS: Votre démarche ne réduit-elle pas le marxisme à son apport scientifique, d'autres l'ont fait, tandis qu'il reviendrait à la foi de s'emparer d'un projet plus global et libérateur ?

A.L.: Tout cela est évidemment inconfortable. Il n'y a pas de recettes infaillibles pour que l'espérance soit la plus forte. Mais il nous semble que nous rejoignons toute une recherche sur ce que d'autres nomment le lien entre poétique et politique... Nous, notre choix politique est délibérément socialiste et notre choix poétique délibérément évangélique.

> Propos recueillis par B. ROCHEBRUNE ■

^(*) Le choix de l'Espérance, pratique marxiste et chrétienne, Paris, éd. du Centurion, 1977, 120 p., 28 F

théâtre

une minette qui revient de loin

Au Théâtre populaire de Lorraine, les mineurs regardent leur propre histoire...

En mars dernier, l'existence du théâtre populaire de Lorraine ne tenait plus qu'au fil des subventions de l'Etat. En même temps que le maire de Metz, en effet, les assemblées locales refusaient leurs subsides. Jacques Kraemer, le seul directeur de troupe qui, en France, ait sacrifié sa carrière personnelle à sa fidélité à une région, allait se trouver réduit à l'inaction.

Six mois d'inquiétudes, et brusquement l'opération survie. Grâce à la nouvelle municipalité de Thionville. Affirmant sa confiance dans le théâtre comme moyen d'une réflexion en commun, elle construit par le TPL un théâtre de 200 places et lui alloue pour trois ans une subvention annuelle de 600.000 francs. La nouvelle municipalité de Longwy s'associe à l'effort de Thionville. Le conseil général de Moselle rétablit partiellement sa subvention. Les Vosges mosellanes s'organisent et préparent la venue du TPL.

Le spectacle actuel, une nouvelle version de *Minette, la Bonne Lorraine* qui, parabole comique sur les mines de fer et la sidérurgie, connut il y a quelques années un très vif succès en Lorraine, sillonnera en effet la région minière pendant quatre mois. Elle sera ensuite montrée, pendant toute la deuxième quinzaine de mai, à Lyon, au TNP.

Minette (nom donné au minerai de fer lorrain) est une jeune femme prisonnière

d'abord des bois et des plateaux qu'un baron, et riche propriétaire terrien décide d'arracher à son obscurité humide pour la faire exister socialement. La voici femme désirable, menant une vie de haut luxe entre les hommes à hauts de forme qui constituent l'entourage du Baron. Jusqu'au jour où, prisonnière des mineurs de fond et apparemment contente de l'être, elle devient suspecte aux hommes d'affaires. Elle en mourra, d'une longue agonie qui n'en finit pas, à côté du Baron complice et victime, lui aussi, des meurtriers qui n'ont que faire de ce patron désuet. Avec lui, une classe sociale implantée dans une région disparaît. Les hommes d'affaires nouveau style se satisfont de minettes venues d'ailleurs, de minettes de Mauritanie par exemple.

Fable simple. Histoire du minerai de fer lorrain où les mineurs lisent leur histoire. Car le TPL est, parmi les importantes troupes théâtrales d'aujourd'hui, celle qui touche la plus forte proportion de public ouvrier. Longwy par exemple compte plus de 80 % d'ouvriers.

Pourtant les mineurs eux-mêmes ne sont présents sur le plateau que par le très beau décor de Yannis Kokkos qui figure la « salle des pendus », l'étrange vestiaire de la mine aux vêtements raidis entre des murs de minerai sombre constamment animés de reflets, et par l'inquiétude qu'ils font naître. Tout se joue entre les représentants de la classe possédante. La conscience d'un inté-



rêt de classe se heurte sans discontinuer aux passions. Le romantisme, éternelle crise de croissance d'une société d'argent, est imposé par la musique, par la beauté du geste et par le rythme de la représentation qui, de façon très étudiée, passe par des tempos différents. Une belle représentation.

Dominique NORES

cinémo

L'œuf du serpent : raté!

Berlin 1923. Le putsch de Hitler n'est pas loin, le massacre des Juifs commence, la République de Weimar s'écroule, l'enfer est déjà présent : c'est l'Oeuf du serpent. « Le ventre est toujours fécond d'où peut surgir la bête immonde » disait Brecht. Bergman, lui, veut démontrer que dans l'Allemagne déglinguée des années 20, tout est déjà clair : l'horreur future n'est que la suite logique du spectacle actuel, message valable pour aujourd'hui.

Une aube grise. Dans la brume, une foule anonyme: regards vides, bouches pâles. Un troupeau passif et miséreux. Un saisissant décor de poubelles puantes où un magma humain en chômage essaie désespérément de survivre à l'inflation. Là-dedans, un Américain baladeur et trapéziste, entraîné, après le suicide de son frère, dans les souterrains d'un monde aux limites du supportable. Son nom? Abel Rosenberg... Pas d'erreur possible: il est bien de ceux que la nation naissante a pour but d'exterminer.

Après 367 cinéastes qui, de Fritz Lang (M. le Maudit, à Visconti Les Dannés), en passant par Bob Fosse (Cabaret) et John Schlesinger (Marathon Man), ont avec talent traité de la même tragédie, qu'apporte Bergman de neuf, de personnel? Analyse politique, fable kafkaïenne, film policier, drame psychologique, peinture naturaliste, médecine-fiction. L'Oeuf du serpent mélange tous les genres. Et toutes ces approches donnent naissance à autant d'intrigues qui s'emboîtent les unes dans les autres, mais dont, finalement, aucune ne sera portée à terme.

Admirable complexité bergmanienne? Personnellement, je ne marche pas. Je me lasse. Ennuyeuse impression de « déjà vu ». Dans un déluge d'images qui penchent nettement vers l'horreur et la violence (quelle complaisance!) et qui rappellent sans cesse d'autres films, on ne voit plus du tout où Bergman choisit de nous mener. A peine remanat-on la « patte » de l'esthète, tant le

croule d'excès qu'un débutant de l'estifiete, taint le croule d'excès qu'un débutant de l'estifiete et viande sanguinolante, cadavres livides, morgue couleur vermillon, salles de torture, sang qui gicle au visage, ascenseurs qui écrasent les corps... C'est James Bond et Jack the Ripper dans l'Opéra de 4 sous! Le tout sans aucune analyse de la société et de ses contradictions! Une grande signature ne suffit pas!

Fabian GASTELLIER

Salles: Concorde (359 92 84) Lumière (770 84 64) Gaumont Rive gauche (548 26 36) Hautefeuille (633 79 38) Quartier Latin (326 84 65).

Philippe MARIELIE

mélanges

Tragique, bouleversant, l'Occident, fichiers, censure, Dutour ...

Parfois, à la télé, il passe comme ca, sans trop prévenir, un truc formidable, un moment dense et chaud, une sorte de révélation: ainsi avec l'Amuseur, « téléfilm » diffusé mercredi 4 décembre sur « Ant 2 ». Une nuit de fête, une prise d'otages, le huis-clos étouffant : jusque-là. c'était hyper-classique. Mais ce « thriller » moderne prenait appui sur plus solide : le « cirque » dérisoire d'un tragédien sans emploi, contraint à animer les nuîts à serpentins de la St-Sylvestre, dans les salles pour banquets de fin-fonds de province. Une vie ratée; en tout cas sur le point de finir. Charmant, désuet, attendrissant, profond, grave, grandiloquent, clownesque: un « personnage » bouleversant, campe par

A paraître aux éditions Syros dans la collection Points chauds La Sécurité sociale des idées pour demain GABRIEL GRANIER Syros

Serge Davri. Pendant une heure et demie mais les mots sont pauvres pour le dire une sacrée épaisseur qui clouait dans les fauteuils : du respect, de l'affection, de la reconnaissance pour ces destins vrais, ces silhouettes sensibles, ces émotions en apparence si « réelles », — qui semblaient devoir si peu aux jeux de scène.

Tout n'a pas été du même tabac, ces jours

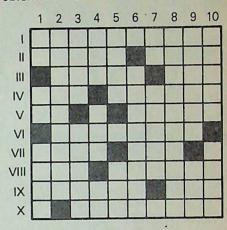
derniers. L'Afrique du Sud vue par le Pr. Barnard (jeudi 8, TF 1), il fallaît l'oser : il reste décidément difficile en France de parler de ce pays autrement qu'au nom de l'Occident, de la race blanche. Et le chirurgien sud-africain, lui, ne pouvait user d'un autre langage. Il voulait simplement prouver aux Européens, aux Français, que les Sud-Africains sont leurs frères, leur avantgarde en terre de Barbarie, leur chien de garde sur la route du pétrole. A trop vouloir prouver, d'ailleurs, il s'emballe : il interroge par exemple à Soweto un médecin africain, « le genre d'hommes que nous (les Blancs) apprécions beaucoup, je vous l'assure»; mais, depuis, le médecin, qui est membre du « Comité des Dix », a été entré en prison... comme c'est apparu en surimpression sur

« Qui a peur du grand ordinateur? »: cette fois, le magazine « Vendredi » (Fr 3) a déçu. Malgré les préjugés favorables : elle a été retardée de nombreux mois, sur intervention de la direction, et censurée, et remontée. Mais quand même : on n'a rien « vu » des fichiers, des renseignements concrets, des recoupements. C'était difficile à montrer, peut-être; mais il fallait faire plus « digeste » que ces assauts de commentaires de toutes sortes, entrelardés de transitions dites de la voix de croque-mort d'André Campana, raide et unie comme une planche de sapin sans nœuds.

Pour le reste, on a vu la fin de l'horrible feuilleton néo-colonialiste intitulé « les Diamants du président », débité en tranches sur l'A 2 depuis six semaines. N'importe quoi sur le fond; et, pour la forme, un instrument à renforcer le racisme ambiant. Bravo! On a vu « Apostrophes », (A2, vendredi soir), sur «l'irrespect»: ni Bizot (Actuel), ni Cabu (Charlie hebdo), n'ont réussi à se farcir Jean Dutourd, désarmant de candeur tranquille, lui qui incite au meurtre et tricote des casquettes de Père

MTs RDIES

Problème nº 43



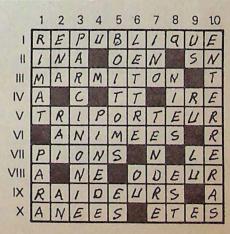
Horizontalement:

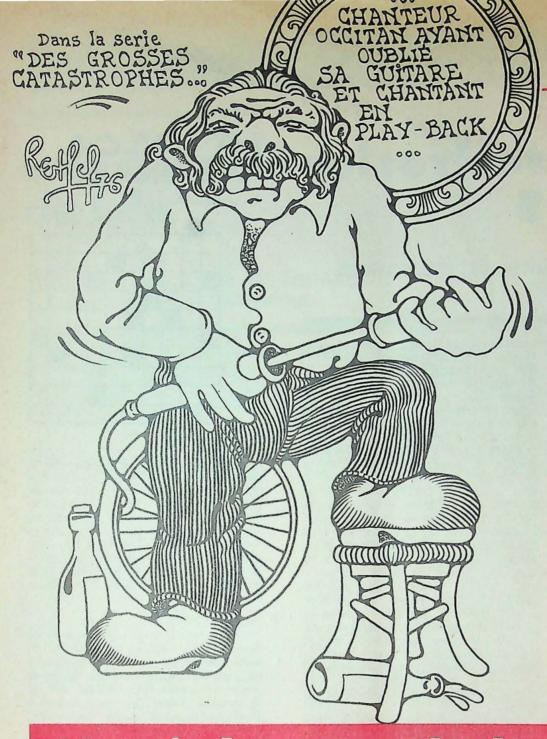
I. Ceintures serrées pour les travailleurs, portefeuilles gonflés pour les patrons (2 mots). II. Bien fixée - manque de compagnie. III. A sa place à l'office - appendice. IV. Imprenable sur la mer! - arrondit les angles. V. Un paresseux - sur les routes, le week-end... VI. Dessale. VII. Ne repassera donc pas - possessif. VIII. Un rio fortement souhaité. IX. Au dessus de la corbeille - prénom inversé. X. Elle nous souffle!

Verticalement:

1. Qui a casé la base (???) de Soissons (sigle) - ordre - accessoire de justice! 2. Imitera le patronat dans bon nombre de secteurs. 3. Une manière de gouverner (2 mots) - privée, elle ne l'est pas de moyens! 4. Présente - des étrangers à New York ! (sigle); en coupe; 5. Le berceau de Vilar et de Brassens - un juge renversé. 6. Vulgairement, ils la ferment. 7. Barre n'en est pas un - au violon ou au bar! 8. La société « libérale avancée » quoi ! 9. Sur la paille et sans un radis - ça fait trois fois dans l'autre sens. 10. Des esprits - manque de peau.

Solution du nº 42





Après une chanson sur les paysans qui décident de prendre en main leurs affaires, Nous sommes les commandos de la nuit, il peut se lancer dans une fresque de son païs.

Au Moyen-Age, l'homme d'Oc a inventé la liberté, mais c'était un peu trop en avance pour l'époque; alors on l'a fait taire à coups de pieds dans la gueule, et quand il s'entêtait à crier, on lui a brûlé les orteils. C'est le célèbre western de la croisade des Albigeois qui, explique' Marti, se fait encore sentir dans l'oppression culturelle et politique du Nord sur le Sud. Quand on vit quotidiennement au milieu de terres bouffées par les résidences secondaires et les chars AMX, on se dit qu'il a raison, et on ne peut s'empêcher de chanter avec lui cet appel à la lutte pour la libération : *Indiens de toutes les couleurs, nous décoloniserons la terre.*..

Marti, homme des différences, insiste sur celle de l'homme d'Oc et gueule : De la différence sort la résistance! L'occitan se réveille, normalisé de tous les côtés, jusque dans sa langue que Jules Ferry a interdite à l'école. Vous comprenez, le patois, c'est obscène. On pourra lire, entr deux chansons de Marti, l'excellent petit livre d'André Dupuy, Historique de l'Occitanie, aux Editions Subervie (21 rue de l'Embergue, 12000 Rodez). En 100 pages claires, avec de nombreux extraits de livres et de documents, André Dupuy fait le tour de la question. Normal: il est aussi auteur de la première Petite Encyclopédie Occitane, et il en connaît un morceau (en vente chez l'auteur, 15 rue Bazille, 34000 Montpellier). On attend maintenant l'encyclopédie Occitane en fascicules, publiée chez Alpha...

Fin de la parenthèse savante. Marti, c'est un regard critique sur une région qui se meurt, mais c'est aussi l'espoir d'autre chose, un An 01, titre d'une de ses chansons, où il nous fait espérer une vie autre, branchée sur la nature, la communication entre les gens et le droit à la paresse.

Marti, homme de la différence

On peut rêver : un jour, Mireille Mathieu aura la chaude-pisse, Sheila attrapera des crampes terribles en donnant des autographes, et Sardou, en passant la tête sous la guillotine pour promotionner sa chanson sur la peine de mort devant les photographes de *Paris-Match*, appuiera sur le mauvais bouton et clac! Ce jour-là, des tas de chanteurs auront enfin la possibilité de passer à la radio et de subvertir les ondes comme des fous.

Alors, on entendra Marti plus souvent, et ca nous fera plaisir. Parce que Marti colle à son public et à la lutte politique comme un vrai scotch, tout en se foutant de l'image de vedette dont il pourrait pourtant retirer certains avantages. Débardeur, savates, canette de bière, franc-parler rigolard, accent du païs, voilà Marti, la simplicité même. Et c'est bien rare, à notre époque des paillettes, de seringues dans les poches et de punk crasseux. La frime marche au hit parade et j'ai envie de pleurer depuis que je sais que

les comas de Lou Reed sur scène sont toujours simulés.

Bref, Marti a des choses à dire, et il les dit dans ses spectacles comme dans la vie. C'est qu'il est constamment en contact avec la terre et les paysans de l'Aude : il en a pris les manières, qui se retrouvent avec ses auditeurs et ses lecteurs (cf. Homme d'Oc, le beau livre de Marti, chez Stock 2).

Marti accorde beaucoup d'importance à la présentation parlée de ses chansons, il a mis au point un véritable *show*. Marti, grâce auquel il peut faire le tour de sa région, de son histoire et de sa vie politique. Marti est un livre d'images, doublé d'un militant. Chacune de ses chansons lui permet d'exposer, avec un extraordinaire sens du raccourci, un des thèmes-clefs de l'Occitanie.

Bien entendu, il met en premier plan les problèmes de la vigne, puisqu'il milite directement avec les comités d'action viticole de son coin, sur les invitations desquels il chante souvent dans des galas de soutien. Un seul manque à ce tour d'horizon: l'évocation du problème de la militarisation forcenée du sud de la France, avec le Larzac d'un côté et Canjuers de l'autre. Marti me dit qu'il ne veut pas sacrifier à la mode des chansons sur le Larzac... Faut pas trop lui en vouloir, ça lui arrive parfois de forcer sur la bouteille. Et il oublie alors que des tas de gens montrent ouvertement, dans le sud, leur opposition à l'uniforme, et qu'ils risquent la prison, pour une question de mode.

En 1980, Marti chantera à l'Olympia, et quand il déchirera des morceaux de sa chemise à fleurs pour les lancer au public déchaîné, Mireille Mathieu, assise à la dernière rangée, se mettra à pleurer en maudissant sa chaude-pisse.

Bernard BLANC

Les disques de Marti sont disponibles par correspondance chez Ventadorn. 1 rue de Lorraine, 34500 Béziers, tél. (67) 28 71 97.